



GOUVERNEMENT AUTONOME II

Livre de texte du cours

« La Liberté selon les Zapatistes »

Premier degré





GOUVERNEMENT AUTONOME

II

Livre de texte du cours

« La liberté selon les zapatistes »

Premier degré



Caracol I

4 Éducation autonome

DOROTEO

5 Justice

DOROTEO

**7 Équilibre entre les
communes autonomes**

DOROTEO

**9 Les travaux du
gouvernement
autonome**

ROEL, ELOÍSA ET JOHNNY

13 Santé autonome

ELOÍSA

Caracol II

16 Éducation autonome

ABRAHAM

20 Santé autonome

VÍCTOR

21 Transports

ESAÚ

22 Travaux collectifs de la zone

22 Problèmes avec d'autres organisations

ABRAHAM

23 Commercialisation du café

ROQUE

26 Difficultés qu'a dû affronter le gouvernement autonome

ABRAHAM

Caracol III

30 L'appui des frères solidaires

PEDRO MARÍN

31 Éducation autonome

ARTEMIO

32 Gestion des projets

36 Travaux collectifs

FELIPE ET CORNELIO

38 Justice

PEDRO MARÍN

Caracol IV

40 Éducation et santé autonomes

GERÓNIMO

42 Revenus et dons qui parviennent au Conseil de Bon Gouvernement

JACOBO ET OMAR

Caracol V

46 Travaux du Conseil de Bon Gouvernement

EDGAR ET ALEX

Suppléments de la traduction française

56 Glossaire Général

54 Schéma de la structure du gouvernement autonome

55 Espace réservé aux notes



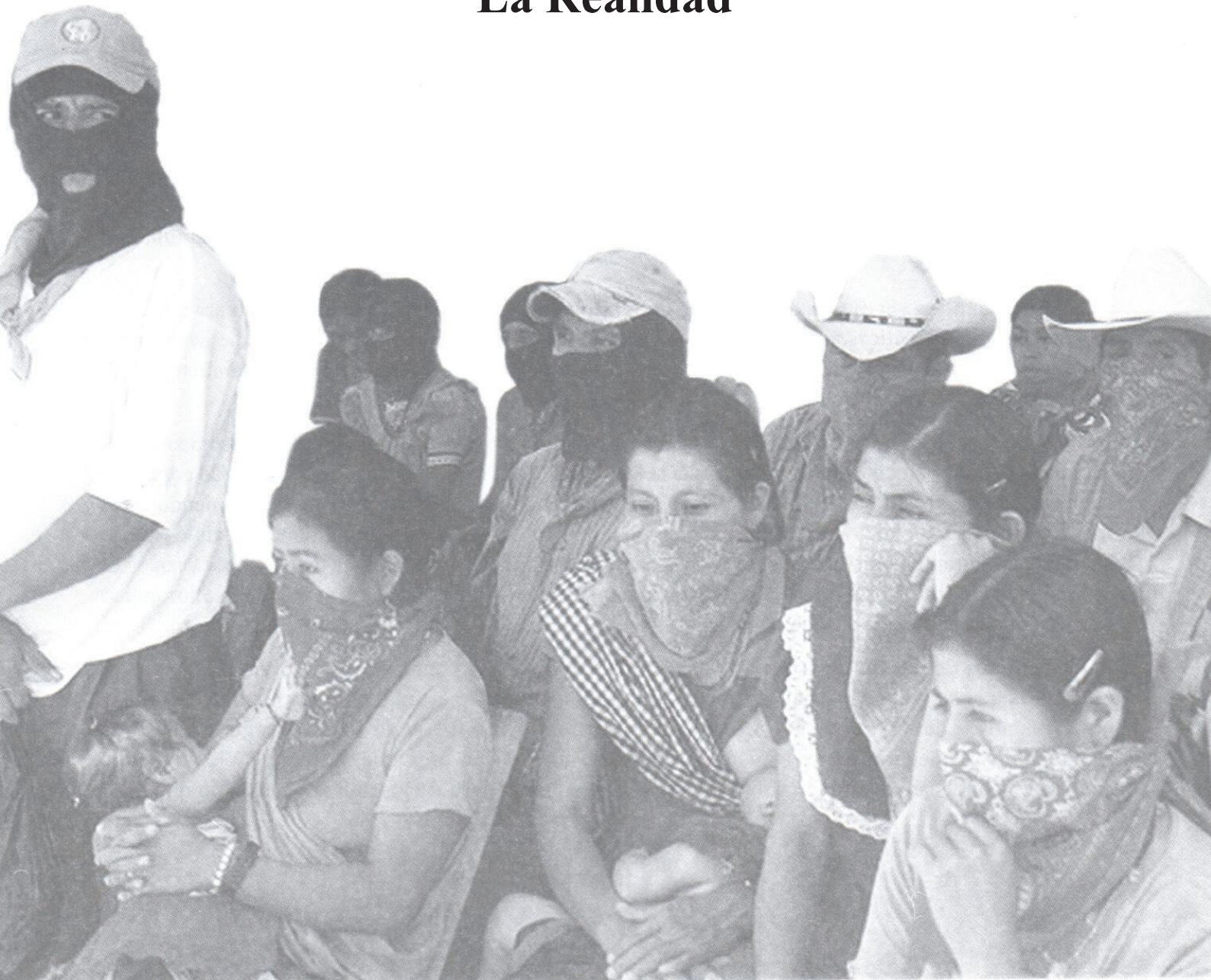
Caracol I

Mère des Escargots

Mer de nos rêves

(Madre de los Caracoles, Mar de nuestros sueños)

La Realidad



Éducation autonome

Doroteo (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ Libertad de los Pueblos Mayas)

Moi, j'ai participé à la première étape du Conseil de Bon Gouvernement ; je suis le seul des huit *compañeros* qu'il y avait alors dans cette équipe ; maintenant, deux travaillent comme locuteurs et les autres ne sont même plus compas, si bien qu'il est impossible de profiter de leur expérience. Nous allons voir, de façon très générale, comment ont été menés les travaux.

Dans notre zone, l'éducation autonome a débuté dès 1997. À cette époque-là, il existait ce qu'on appelait l'association des communes. C'est alors qu'on a commencé à s'interroger pour savoir comment mettre en place notre propre éducation, parce que là-bas, dans notre zone, on a eu un problème avec les enseignants de la SEP (Ministère de l'Éducation Publique) ; en effet, après 1994 ces enseignants ont commencé à avoir beaucoup de problèmes avec les villages. Certains se sont avérés être des espions, d'autres ont eu recours à l'armée pour transporter leur matériel scolaire : toutes sortes de choses se sont passées, si bien qu'on a décidé de leur interdire l'accès à notre zone.

On a donc été obligés de créer notre propre éducation, même si certains villages avaient déjà entrepris de le faire. Pour mettre en place l'éducation autonome on devait se demander s'il fallait conserver les plans d'étude de la SEP ou les remplacer par d'autres ; on a décidé de les remplacer. Lors d'une réunion de conseils qui s'est tenue là où se trouve actuellement le siège du *Caracol* de La Realidad, des *compañeros* du CCRI et des *compañeros* dirigeants se sont demandé ce que nos enfants devaient apprendre, ce qu'il fallait changer au programme d'enseignement du gouvernement.

On a commencé à voir beaucoup de choses et on est arrivé à la conclusion que ce qu'on ne pouvait pas toucher, c'étaient les mathématiques, parce qu'il s'agit de questions extrêmement précises où on ne pouvait rien changer ; il fallait donc les enseigner tel quel. Un autre domaine où on ne pouvait rien changer, c'était celui de la lecture et de l'écriture, parce que c'était en quelque sorte universel.

Par contre, on s'est demandé ce qu'il fallait voir en histoire ; là, on a pensé qu'il fallait faire beaucoup de changements, et on a dû se demander quelles choses étaient bonnes pour nos enfants ou nos jeunes, et lesquelles non. On a donc éliminé certains thèmes d'histoire et on en a introduit d'autres, y compris notre propre histoire en tant qu'EZLN ainsi que celle d'autres mouvements sociaux qui s'étaient produits au cours de l'histoire. Voilà comment ont été faits les plans et les programmes d'étude. Après ça, on a été les présenter dans les villages pour que les chefs de famille nous disent quelles autres choses ils jugeaient nécessaires d'enseigner à l'école autonome.

Une fois élaboré le plan d'étude on s'est demandé comment diviser les différents thèmes, comment diviser toutes ces choses qu'on allait enseigner : c'est ainsi que sont nés les différents domaines d'étude dans notre zone. C'est comme ça qu'au lieu d'appeler « espagnol » ce qui était l'espagnol à la SEP, on a eu l'idée de l'appeler « langues ». L'histoire et les mathématiques ont conservé le même nom. Mais on a inclus un domaine d'étude qu'on a baptisé « Vie et environnement », où on étudie aussi la nature, la vie des animaux – bref, tout ce qui correspondait pour la SEP aux « sciences naturelles ». On a eu l'idée de créer un autre domaine d'étude qu'on a appelé « Intégration », où on a regroupé tout ce qu'il était nécessaire d'étudier et qui n'avait pas sa place dans les autres domaines : par exemple, l'étude de nos 13 revendications (toit, terre, travail, santé, alimentation, éducation, indépendance, démocratie, liberté, justice, culture, information et paix).



Ensuite, les villages se sont chargés de désigner leurs promoteurs d'éducation. La tâche des autorités a consisté tout d'abord à chercher des gens capables de les former. C'est ainsi qu'on a pris contact avec un groupe de frères solidaires du District Fédéral : les « petites graines du soleil », qui ont été les premiers à former nos promoteurs d'éducation.

Au fil des générations d'autres besoins se sont fait sentir et on a donné d'autres types de formations à d'autres générations. Mais ce sont les premiers *compañeros* formés par les frères solidaires du District Fédéral qui à leur tour se sont mis à former les générations suivantes de promoteurs. C'est ainsi qu'est né ce qui constitue aujourd'hui le groupe de formateurs d'éducation, et c'est ainsi qu'on continue à travailler jusqu'à présent.

Ces cours de formation duraient six mois, vingt jours de formation et dix jours dans leur village. Et à la fin des six mois on réalisait une évaluation. À la suite de cette évaluation, les formateurs nous disaient :

- Il y a une différence de niveau, beaucoup de *compañeros* n'ont pas réussi à assimiler tel ou tel sujet.

C'est à ça que s'est attaché le premier Conseil de Bon Gouvernement, qui a organisé ce qu'on appelle la « mise à niveau » : une période de deux mois sans interruption au *Caracol* pour ces *compañeros* en retard, qui ne sont pas parvenus à assimiler les différents sujets d'étude.

Mais avant tout ça on avait discuté dans les villages pour savoir comment permettre à tel ou tel enfant ou à tel ou tel jeune qui fréquentait l'école autonome, de prouver qu'il avait effectivement suivi ces études : il était question de certificats d'études, de bulletins de notes, etc. En fin de compte, on est arrivés à la conclusion que cela, ce n'était pas nécessaire pour nous, que pour nous, l'important c'était que nos enfants apprennent à lire et à écrire, à faire des comptes et beaucoup d'autres choses, qu'ils apprennent à faire et à diriger tous les travaux dont notre peuple a besoin.

On est arrivé à la conclusion qu'il n'y avait pas besoin de bulletin de notes ni de certificat d'études ; et que c'était la même chose avec les évaluations, les examens : on va poser un certain nombre de questions aux élèves et s'ils répondaient bien et passaient l'examen, ça voulait dire que tout allait bien... là aussi, on est arrivé à la conclusion que ce n'était pas correct. Ce qui était correct, c'était que les élèves le prouvent dans les faits, dans leur travail, dans leur manière de s'acquitter d'une responsabilité : dans ces cas-là, le jeune est effectivement en train d'apprendre. On a donc considéré que c'était ça, la meilleure façon d'évaluer.

Justice

Doroteo (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ Libertad de los Pueblos Mayas)

En matière de justice, le Conseil de Bon Gouvernement a examiné beaucoup de cas, beaucoup de problèmes au cours de la première période. Le problème, c'était que comme les *compas* savaient que le Conseil de Bon Gouvernement était une instance en plus du Conseil Autonome, tous voulaient s'adresser à lui pour résoudre n'importe quoi ; il y en avait même qui ne faisaient aucun cas, ni de l'agent municipal, ni du conseil municipal et s'adressaient directement au Conseil de Bon Gouvernement : tout ça parce qu'on n'avait pas défini quelles questions relevaient ou non du Conseil de Bon Gouvernement.



Une chose qui relevait sans aucun doute du Conseil de Bon Gouvernement, c'était un problème qu'on avait à cette époque et qu'on continue à avoir aujourd'hui, bien qu'on ait réussi à le contrôler un petit peu – je veux parler du trafic des sans-papiers. Quand nous avons commencé à travailler au Conseil de Bon Gouvernement, on avait ce problème, qui était un problème très grave : notre territoire voyait sans cesse défiler ces personnes et la zone était infestée de passeurs, ceux qu'on appelle « *polleros* ».

Il y avait des *polleros* partout, on en était entourés, on les voyait passer sous notre nez, et on a donc été obligés de se demander ce qu'il fallait faire. On a dû prendre des mesures pour contrôler ce problème dans le périmètre de notre territoire, et les *compañeros* du Conseil de Bon Gouvernement se sont mis à surveiller le centre du *Caracol*, les communautés, en coordination avec les villages qui nous avertissaient quand ils voyaient se passer des choses comme ça. Les communes elles aussi ont collaboré avec nous.

La commune où ce problème était le plus grave, c'était celle de Libertad de los Pueblos Mayas, parce qu'il y a là-bas un très grand fleuve par où ils passaient en bateau. On a dû se mettre d'accord avec les conseils municipaux pour pouvoir faire le travail, ce qui nous a permis d'arrêter plusieurs *polleros* : au cours de notre période on en a arrêté neuf, entre autres un Guatémaltèque qui est resté puni là-bas pendant six mois.

Ce *pollero* guatémaltèque a travaillé à la construction du pont de l'hôpital San José del Río, parce que là-bas la communauté est établie d'un côté, ensuite vient le fleuve et l'hôpital se trouve de l'autre côté, si bien que pour y arriver il faut passer par un pont suspendu. À cette époque-là un frère solidaire nous avait offert son aide pour construire le pont, et on était justement en train de le construire : ce salaud de *pollero* est resté avec nous du début jusqu'à la fin des travaux et comme lui, beaucoup d'autres ont travaillé en faisant différentes choses.

Le plus drôle pour nous, c'est que les *polleros* qu'on avait arrêtés restaient là pendant six mois pour faire un travail, et selon nous il s'agissait là d'une punition, une punition pour qu'ils se corrigent. Eh bien, ils se mettaient au travail, et un beau jour un de ces salauds-là nous a remerciés de l'avoir puni. Sa façon à lui de nous remercier, ça a été de nous dire que, pour lui, ça n'avait pas été une punition.

- Vous m'avez mis à l'école, qu'il nous a dit, et me voici devenu maître maçon, moi qui n'avais jamais imaginé l'être. Dorénavant je peux construire des maisons, construire tout ce que je veux.

Voilà la punition qu'on leur inflige : au lieu de les enfermer en prison, on les fait sortir pour travailler. Bien sûr, il laisse au village tout ce qu'il avait, mais il ramène chez lui quelque chose de bien. Voilà notre façon de penser, notre façon de faire la justice ; je ne sais pas si c'est bien ou si c'est mal, mais c'est comme ça. Pour tous ça a été la même chose : en rentrant chez eux, ils ramènent toujours quelque chose.

C'est comme ça que ça s'est passé pour cette affaire de justice ; mais en plus de ça, dès notre prise de fonction il y avait un autre grave problème : celui de l'eau-de-vie. Nous ne parlons pas de ceux qui ne sont pas nos *compañeros* : ceux-là, on n'en a rien à faire s'ils boivent, s'ils meurent, ni de tout ce qui peut leur arriver s'ils picolent. Non, nous sommes en train de parler des *compañeros*, et là-bas ce problème de l'alcoolisme était bien présent parmi les *compañeros*.

On a essayé de faire un règlement et on a proposé aux villages qu'ils en fassent autant, qu'ils envoient leur proposition de règlement. Mais peine perdue : rien n'est jamais arrivé. En fin de compte on en est arrivé à se demander s'ils ne comprenaient pas ce que ça voulait dire de faire un règlement et on leur a même proposé un questionnaire pour qu'ils nous répondent et pour que nous puissions savoir ce qu'ils pensaient de ce problème. Ça nous a permis d'obtenir certains résultats, mais une fois qu'on les a publiés, tous ceux qui n'étaient pas d'accord nous sont tombés dessus et notre règlement n'a jamais marché.



Plusieurs mois et même plusieurs années après, dans un des villages d'une commune qui s'appelle Libertad de los Pueblos Mayas, alors qu'on était en plein Conseil de Bon Gouvernement on vient nous annoncer qu'il y avait eu un mort parmi nos propres *compañeros* et que c'était à cause de l'eau-de-vie. On a examiné le problème, celui qui avait tué le *compa* a été emprisonné, et pendant qu'on discutait dans les assemblées, parce qu'on ne savait pas quoi faire de quelqu'un qui avait assassiné, indépendamment de son motif, mais en fait on n'avait aucun plan, aucun règlement. Alors, on s'est demandé quelle punition on allait lui infliger : pendant combien de temps, de quelle façon ? Est-ce qu'on allait lui donner dix ans ou quinze ans de prison, ou bien quelle autre punition ?

Pendant qu'on réalisait ces consultations auprès des villages, le parent du mort s'est mis d'accord avec les parents de celui qui l'avait assassiné : ils devaient lui verser une certaine somme, et eux, ils avaient accepté de le faire: voilà comment ils ont arrangé cette affaire entre eux. À partir de ce moment on a cru qu'il n'y aurait plus jamais d'assassinat et on n'a plus jamais discuté d'un règlement pour résoudre ce genre de problème. Les choses en sont donc restées là.

Ce problème de l'assassinat et de l'alcool a servi d'exemple pour conscientiser les gens de la zone de tous les problèmes que provoque l'eau-de-vie ; on en a parlé avec les *compañeras* pour qu'elles sachent quoi faire pour éviter tout cela. Nous, les membres du Conseil de Bon Gouvernement, on s'est rendus dans le village où avait eu lieu cet assassinat, afin de discuter avec les *compañeras*. Mais elles, elles se sont levées, furieuses, parce que cet incident était encore très récent. Quelques années plus tard, le même problème est réapparu dans ce village : autrement dit, les *compañeras* n'avaient rien pu faire. Voilà comment ce genre de choses a continué et continue à nous être utile ; ce sont des choses comme ça qu'on a examinées en matière de justice.

Équilibre entre les communes autonomes

Doroteo (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ Libertad de los Pueblos Mayas)

Dans notre zone aussi s'est posé le problème du déséquilibre des aides solidaires aux communes autonomes. À cette époque-là un village avait obtenu une aide qui lui a permis d'acquérir un camion de trois tonnes ; ensuite, pendant la période de l'association des communes, ce camion est passé aux mains de la région dont dépendait ce village ; et puis, au moment où s'est formé le Conseil de Bon Gouvernement, ce camion est passé aux mains du Conseil. On s'est demandé à quoi allait servir ce camion, si on allait le garder là sans l'utiliser, ou quoi d'autre en faire ; mais comme il y avait une ligne de transport qui reliait Margaritas à San Quintín, on en a profité pour le faire travailler sur cette ligne. Ce camion a rapporté ses bénéfices, puisqu'il a permis de donner vingt mille pesos à un village et cinquante mille à une région. Et à l'heure qu'il est, on ne sait pas ce que c'est devenu.

Au cours de cette même période on a ouvert un autre magasin de denrées alimentaires, qui se trouve dans la commune de Libertad de los Pueblos Mayas. Pendant la période du premier Conseil de Bon Gouvernement on a organisé, à la saison de la cueillette du café, l'achat et la vente de café, parce qu'on avait déjà un camion que tout le monde connaît certainement, le fameux « Chómpiras », et grâce à lui on a pu vendre 150 sacs de café ou plus, ce qui nous a rapporté un bénéfice net de 45 000 pesos qui a permis de faire face à certaines dépenses du Conseil de Bon Gouvernement.



En plus de tout ça, on a eu l'idée d'acheter du maïs aux *compañeros* de la zone et de le transporter jusqu'à Oventik. On l'a fait une fois, mais ça a été un échec, parce que dès le départ on a eu des problèmes avec les *compañeros* qui nous ont livré du maïs en mauvais état, et ça, c'était pas correct entre *compañeros*. Voilà pourquoi cette tentative avec les *compañeros* d'Oventik a échoué.

Pendant la première période du Conseil de Bon Gouvernement on a décidé qu'il fallait améliorer l'hôpital de San José del Río et on a acheté un appareil à ultra-sons : il a coûté assez cher, environ 30 000 pesos, mais cet appareil est toujours là-bas et il rend de grands services à San José del Río. Là-bas aussi, pendant la période du premier Conseil on a délivré des vignettes auto à tous ceux qui en voulaient, qu'ils soient ou non zapatistes ; mais ensuite on a arrêté de le faire, parce que ceux qui ne sont pas zapatistes ou ne sont pas des *compañeros* se sont mis à les utiliser à d'autres fins : pour le trafic de sans-papiers ou pour le trafic de bois. Et ils disaient qu'ils avaient l'autorisation du Conseil de Bon Gouvernement, ce qui faisait qu'ils étaient respectés. Quand on s'en est rendu compte, on a cessé de les délivrer à ceux qui n'étaient pas *compas*.

Des vignettes, il y en avait aussi dans un groupe de motos-taxis sur la côte, à Huixtla ; ça leur a permis de travailler pendant un bon bout de temps, qu'ils soient ou non *compañeros* ; mais le jour où le mauvais gouvernement a décidé de ne plus respecter ces vignettes, ils ont tous été mis en prison. Et la même chose s'est passée avec un groupe de chauffeurs de taxi de la ville de Motozintla, qui sont venus nous demander leur vignette, en nous disant qu'avec ça ils pourraient travailler. On les a avertis des conséquences que ça pouvait entraîner et on leur a dit qu'on se dégageait de toute responsabilité en cas de problème. On leur a donné leur vignette, mais quelques jours après, quand on a découvert qu'en réalité il ne s'agissait pas de zapatistes, tous ont été mis en prison. Comme on les avait avertis, on n'a rien fait pour eux et à présent encore on ne sait pas ce qu'ils sont devenus.

À propos du déséquilibre et de tout ce qui s'est passé quand les communes n'étaient pas contrôlées, un groupe de frères solidaires d'Italie, appelé « El estadio de Bae » avait élaboré un projet pour construire un stade dans un village de la commune de San Pedro de Michoacán. Une fois arrivé au Conseil, ce projet a été modifié. On a parlé avec ceux qui nous offraient leur appui et on a décidé de faire quelque chose en faveur de la santé. Si un jour vous allez au *Caracol* vous pourrez voir le laboratoire d'herboristerie qui a été construit à la place de ce stade.

Enfin, un projet qui n'a pas marché parce que ça se passe toujours comme ça quand on n'y réfléchit pas assez, c'est un projet de certains frères solidaires d'Italie qui s'appellent « Ya basta ». Ils nous ont demandé d'élaborer un projet et on a pensé à certains villages, à certaines communes qui voulaient monter une fabrique de savon. Une fois le projet en mains, on s'est rendu compte qu'il s'agissait de quelque chose de très grand et de très lourd ; les *compas* ont dit qu'ils n'y arriveraient pas et que ça allait leur poser des tas de problèmes vis-à-vis du Conseil de Bon Gouvernement. Et nous alors, qu'est-ce que nous allons dire à nos frères solidaires, si maintenant nos villages refusent leur projet ? Finalement on est arrivés à convaincre les financeurs, les frères solidaires, et on a changé de projet : l'argent a été réparti entre les différentes communes selon un certain pourcentage, trois d'entre elles l'ont investi dans l'achat de bétail.

Mais une commune qui s'appelle San Pedro de Michoacán, qui a reçu la somme de 200 000 pesos, l'a investie dans l'achat d'une camionnette d'occasion. Mais au lieu de consulter le peuple, les autorités ont pris cette décision de leur propre chef. Et quand on prend une décision de son propre chef, en réalité on supplante le peuple. Les autorités ont dit :

- Allons-y pour une camionnette, on va acheter une camionnette – je ne sais pas comment ça s'appelle, mais c'est quelque chose d'intermédiaire entre la camionnette et la fourgonnette.



Ils ont donc acheté une de ces camionnettes d'occasion, qui leur a coûté 91 000 pesos, et il leur est resté encore 110 000 pesos. Au premier voyage la camionnette tombe en panne, et ils la réparent. Au second voyage, de nouveau en panne. Ils finissent par engloutir leurs 110 000 pesos dans toutes ces réparations. En fin de compte la camionnette n'a jamais pu être réparée et ils ont fini par la vendre à un ferrailleur qui l'a reprise pour 10 000 pesos. De sorte que les 200 000 pesos du projet se sont réduits à 10 000.

Voilà un certain nombre de choses dont je me souviens, *compañeros*, qui se sont passées pendant la première période du Conseil de Bon Gouvernement dont j'ai fait partie. Il y en a probablement encore beaucoup d'autres, mais comme je suis le seul qui reste de cette période, c'est tout ce que je peux vous raconter.

Les travaux du gouvernement autonome

Roel (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Pedro Michoacán)

Quels rapports entretient notre Conseil de Bon Gouvernement avec d'autres conseils?

Dans notre zone, nous avons eu des problèmes fonciers, car certains *compañeros* qui ont des terres à proximité des limites territoriales ont ce genre de problème et n'arrivent pas à le résoudre par eux-mêmes, parce qu'ils pensent que c'est encore leur territoire. Dans ces cas-là on doit intervenir en tant que Conseil et pour cela on doit se mettre d'accord avec les *compañeros* d'un autre Conseil, par exemple avec ceux de Garrucha parce que nous avons des terres qui se touchent. Et aussi avec ceux de Morelia, avec qui nous avons résolu des problèmes de terres, pour que les *compañeros* sachent parfaitement ce qui est à eux et ce qui ne l'est pas. On a essayé de le faire de façon directe, mais c'est vrai qu'internet nous a beaucoup servi pour communiquer, de même que la poste pour envoyer des lettres ; parfois même on s'est rendu directement sur place. Voilà un exemple de la façon dont nous sommes en rapport avec les *compañeros* d'autres *caracoles*.

On a eu aussi des problèmes légaux, par exemple quand le gouvernement officiel arrête nos *compañeros* et les met en prison. On a vécu une expérience de ce genre quand les *compañeros* de San Manuel, qui vivent dans la réserve de Montes Azules, ont été délogés. Cette localité a été délogée, et trois ou quatre *compañeros* ont été mis en prison, tandis que leurs familles ont été enfermées dans des entrepôts.

En tant que Conseil de Bon Gouvernement nous ne pouvons pas traiter directement avec le gouvernement officiel ; dans ce cas nous avons dû recourir à un intermédiaire, qui est le Centre des Droits de l'Homme Fray Bartolomé de las Casas ; par leur intermédiaire on peut avancer pas à pas dans la direction que signale le Conseil. C'est de cette façon que le Conseil de Bon Gouvernement de notre zone a pu résoudre certains cas graves qui se sont présentés, comme celui des *compañeros* de San Manuel, et on peut se rendre compte que cette façon de travailler a porté ses fruits, parce que ces *compañeros* sont sortis de prison.

Une autre expérience de notre période a été celle de BANPAZ, la Banque Populaire Autonome Zapatiste, créée à l'initiative du Conseil. En effet, un problème s'est présenté dans notre zone à cette époque : il y avait beaucoup de *compañeros* qui venaient demander un prêt au Conseil ; mais nous, nous n'avions pas l'autorisation des villages pour leur accorder ces prêts.



Or, dans une communauté de notre zone il y avait un petit garçon qui recevait une aide parce qu'il était malade. Quand ça été annoncé dans une assemblée des autorités, hommes et femmes, agents et commissaires, tous se sont posé la question :

Pourquoi cet enfant est-il le seul à bénéficier de cette aide, s'il y en a beaucoup comme lui dans la zone ?

Et c'est comme ça qu'est née l'idée de la banque, mais aussi grâce à l'idée qu'en avaient les premiers *compañeros*, par exemple du CCRI, du commandement de l'unité de notre zone, qui avaient déjà eu cette idée quand ils étaient chargés du travail de la santé, du commerce ; mais comme les travaux étaient passés aux mains des conseils, cette idée de la banque ne s'était pas concrétisée. Alors nous, par la suite, en tant que Conseil de Bon Gouvernement on a repris cette idée pour la mettre en œuvre, on a présenté ce qu'on pensait faire et on l'a proposé à l'assemblée. Les *compañeros* ont emmené le projet pour soumettre à discussion ce qu'on pensait faire et une fois effectuée la consultation, la réponse est arrivée.

Dans notre zone nous avons l'habitude de tenir des assemblées ordinaires tous les trois mois : c'est une habitude que chaque génération d'autorités du Conseil doit reprendre pour qu'on puisse maintenir cette relation avec les conseils municipaux et avec les autorités des villages. Alors, quand une initiative des autorités voit le jour, par exemple une initiative du Conseil de Bon Gouvernement, cela nous aide beaucoup à la faire connaître et à diffuser la proposition parmi les habitants différents villages.

Cette fois-là on n'avait pas beaucoup de moyens, seulement des petites économies provenant des bénéfices d'un autobus à nous qui s'appelle « Le Solidaire ». On s'est demandé comment investir les bénéfices obtenus sans dépenser cet argent en faveur du Conseil, et on a pensé à quelque chose qui pourrait rapporter plus de bénéfices pour le bien de la zone. Alors, avec les 20 000 pesos du « Solidaire », plus les 20 000 autres pesos de l'aide qu'on recevait pour aider cet enfant, l'assemblée a décidé que ce projet, comme ça allait être un projet de santé, que ce fonds qu'on était en train de constituer soit investi à BANPAZ.

En tant que Conseil, on avait les 40 000 pesos, et une fois discutée et approuvée l'initiative de BANPAZ, les *compañeros* qui dirigeaient l'unité de notre zone ont apporté à leur tour 50 000 pesos pour faire démarrer BANPAZ, parce qu'on avait un accord de zone pour la mettre sur pied avec ces 40 000 pesos.

Comme ça, on a commencé avec 90 000 pesos ; et alors, l'assemblée elle-même a dû se demander ce qu'on allait faire parce que voilà, la banque est créée, mais maintenant il faut élaborer un règlement, se demander comment ça va marcher. Et ça, c'est le plus dur, parce qu'il faut tout organiser ; l'idée est bonne, mais quels problèmes est-ce qu'il va falloir résoudre ? On a dû participer aux assemblées auxquelles on était convoqués, faire un règlement interne pour que tout marche bien et voir ce qui allait fonctionner et ce qui n'allait pas fonctionner, pour que petit à petit nos successeurs puissent améliorer ces règlements. Comme ça, l'assemblée a décidé à l'unanimité de faire payer l'intérêt le plus bas possible, soit 2% du montant du prêt à accorder.

Quand on a commencé, l'assemblée en a discuté ; puis elle a communiqué la proposition aux villages, qui à leur tour nous ont fait connaître leurs réponses. Ensuite, dans une assemblée des autorités, composée d'hommes et de femmes, on a décidé que les prêts seraient accordés exclusivement pour des questions de santé : ça, ça a été une des règles qui ont été fixées. Pour pouvoir accorder un prêt à un *compa* et pouvoir justifier qu'ils le demandent effectivement pour des raisons de santé, les *compas* doivent présenter une justification signée et tamponnée par les autorités du village, c'est-à-dire par un commissaire ou un agent, qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme, pour qu'on puisse autoriser le prêt à ce *compañero* et qu'il ne triche pas, pour éviter qu'il l'utilise à d'autres fins.

Cependant, il y a des cas où ça dérape, où on a des mauvaises expériences. Il nous est arrivé une fois un cas comme ça, parce que comme le papier qui prouve que le *compa* en question a besoin de ce prêt pour des raisons de santé, comme ce papier donc n'est signé que par les autorités du village, il y a des fois où les autorités du village se font complices des *compañeros*. Ça nous est arrivé une fois avec la commune de General Emiliano Zapata : un *compa* est venu nous voir pour nous demander un prêt, avec son papier signé par les autorités du village ; nous, on a fait confiance à ces autorités, on lui a accordé le prêt, mais par la suite on a appris que ce *compañero* n'avait aucun malade dans sa famille, qu'il l'avait utilisé pour faire autre chose, pour monter une petite affaire, qu'il l'avait investi dans d'autres choses.

Quand on s'est rendu compte de ce qui se passait et que les autorités du village s'étaient prêtées à ce genre de choses qu'on ne doit pas faire, on a décidé au cours d'une autre assemblée que ce papier ne devrait pas être signé seulement par les autorités du village, mais aussi par le promoteur ou la promotrice de santé, qui devrait se charger de vérifier que l'argent serait effectivement destiné à soigner un malade. On a donc fini par faire des ajustements de ce genre pour bien mettre les choses à leur place et ne plus avoir à affronter des problèmes de ce genre.

Le règlement de BANPAZ prévoyait aussi que les prêts seraient accordés pour une durée de six mois, c'est-à-dire qu'au bout de six mois le *compañero* devrait rendre l'argent qu'on lui aurait prêté. Mais on s'est rendu compte que ce délai était trop court, parce qu'il y a des maladies qui durent plus longtemps ; bref, toutes ces choses-là nous ont appris comment améliorer petit à petit ces accords internes.

Maintenant les *compañeros* peuvent demander un prêt pour une durée qui peut aller jusqu'à un an ; et si au bout de ce temps-là le *compañero* ou la *compañera* en question n'est pas encore rétabli, il a même le droit d'aller demander aux autorités du Conseil qu'on lui prolonge la durée de son prêt parce qu'il a besoin de plus de temps. Mais il y a aussi des *compañeros* qui, une fois qu'on leur a accordé le prêt, semblent oublier qu'ils doivent le rembourser ; alors, les autorités pensent que ce *compañero* ne veut plus payer parce qu'il ne se dérange même pas pour aller les voir et leur expliquer pourquoi il n'a pas payé. Mais celui qui se présente devant les autorités et leur explique sa situation, les autorités le comprennent et lui accordent un autre délai, parce qu'il leur a exposé ses motifs.

Comme ça, on a vu que BANPAZ marchait bien, et les *compañeros* de la zone s'en sont rendu compte eux aussi. Je crois que ça a marché comme ça pendant un an, avec le peu d'argent qui nous avait servi à démarrer, avec ces 90 000 pesos qu'on avait à l'origine. Mais au bout d'un an on a dit qu'on avait un « impôt-frère » de 300 000 pesos provenant d'une compagnie ; alors, on a soumis la chose à l'assemblée et on a ouvert une consultation pour décider ce qu'on allait faire de cet argent.

- Qu'est-ce qu'on peut en faire de ces 300 000 pesos, *compañeros* ? Parce qu'ils sont là, à nous, et qu'on ne veut pas en faire mauvais usage.

Alors, voyant que les prêts avaient effectivement bénéficié à ceux qui les avaient demandés, l'assemblée décide d'investir à nouveau 200 000 pesos en faveur de BANPAZ et que les 100 000 pesos restants servent à aider les *compañeras* femmes. Ça a été une décision prise par l'assemblée, et non pas par nous en tant que Conseil, parce qu'ils se sont rendu compte que les prêts avaient réellement bénéficié à ceux qui en avaient eu besoin.

À la suite de quoi BANPAZ a disposé d'un investissement total de 290 000 pesos : les 90 000 pesos initiaux, plus les 200 000 pesos de « l'impôt-frère ». Aujourd'hui, BANPAZ dispose de 575 931 pesos. Autrement dit, les 290 000 pesos initiaux ont rapporté 285 931 pesos d'intérêts à un taux d'intérêt minimum de 2%, ce qui permet maintenant de faire fonctionner BANPAZ dans la zone.

Eloísa (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Pedro de Michoacán)

L'assemblée a décidé de nous donner 100 000 pesos à nous, les *compañeras*, pour qu'on voie comment on allait les investir. Cet argent-là provenait d'un « impôt-frère ». À ce moment-là, quand on nous l'a donné, on ne savait pas quoi en faire, on l'a gardé comme ça pendant plus d'un an. Mais ça fait pas longtemps on s'est mis à travailler, on a convoqué une assemblée des autorités locales, uniquement des femmes, des autorités locales accompagnées de quelques autorités régionales, mais auparavant on avait demandé aux *compañeras* des villages comment elles proposaient d'investir cet argent.

Au cours de cette réunion on a rassemblé toutes les informations que nous ont données les *compañeras* et on est arrivées à la conclusion qu'il fallait faire quelque chose de semblable à BANPAZ. On lui a donné le nom de BANAMAZ, Banco Autónomo de Mujeres Autoridades Zapatistas [Banque Autonome des Femmes Autorités Zapatistes]. La raison pour laquelle on a pris cette décision, c'est que dans les villages ou les régions on voudrait parfois monter des collectifs, mais on ne sait pas où trouver l'argent nécessaire pour le faire. On a donc décidé que ce serait exclusivement pour monter des collectifs de *compañeras*, soit au niveau du village, soit au niveau de la région, et on a dit que dans les petits villages on donnerait 3 000 pesos, dans les grands 5 000 et dans la région 10 000, à un taux d'intérêt de 2%. Voilà donc comment ont été placés ces 100 000 pesos.

Johnny (Membre du Conseil de Bon Gouvernement)

En tant que gouvernement on réfléchit, on analyse, on discute pour savoir comment créer des travaux collectifs au niveau de la zone, de façon à ne jamais interrompre les travaux entrepris et que les différents travaux qu'on doit faire en tant que gouvernement marchent correctement. On doit discuter pour savoir ce qu'on va faire quand on ne bénéficiera plus de l'appui d'autres *compañeros*, on doit penser à des travaux collectifs.

On a envisagé de monter un travail collectif de bétail au niveau de la zone, à l'initiative du Conseil de Bon Gouvernement. Le projet a été soumis à l'assemblée, discuté, analysé et approuvé. Ce projet de travail collectif de bétail a vu le jour grâce à une aide apportée par un frère solidaire ; en plus, cette aide nous a permis de créer un champ de zone de toutes les communes, qui va nous servir à mettre sur pied un certain nombre de choses comme ça.

« L'impôt-frère » qui est perçu là-bas consiste à faire payer 10% aux entreprises, au gouvernement s'ils veulent ouvrir un chemin et le goudronner. L'impôt perçu de cette manière a permis de constituer l'aide de 100 000 pesos dont ont bénéficié les *compañeras* pour créer le fonds de BANAMAZ. Il a servi aussi à réaliser des œuvres de santé, par exemple à acheter un autoclave pour l'hôpital ; de même, une partie de cet impôt a permis de construire le bureau du Conseil de Bon Gouvernement, et à faire face à certaines de ses dépenses.

Quand on fait le chemin, ça aussi c'est contrôlé par les gens de la CTM (Confédération des Travailleurs du Mexique), ce sont eux qui s'occupent de tout ce qui concerne le transport des matériaux de construction par camion. On a eu un problème avec eux, parce qu'ils utilisaient leur concession et ne laissaient pas travailler un groupe de camionneurs de Las Margaritas, qui s'appelle « Macoma » : les gens de la CTM voulaient faire usage de leur concession et ne permettaient pas aux autres de travailler.

En territoire zapatiste ce n'est pas permis, qu'on leur a dit aux gens de la CTM.



Comme c'étaient les camionneurs de Macoma qui avaient besoin de ce travail, on s'est rendu compte que ceux qui étaient à l'origine des problèmes, c'étaient les gens de la CTM. Alors, on est arrivé à un accord avec Macoma, et maintenant ce sont eux qui sont contrôlés par le Conseil de Bon Gouvernement : désormais, ce groupe de camionneurs est contrôlé et la CTM ne va plus travailler là-bas, en territoire zapatiste.

De même, c'est le Conseil de Bon Gouvernement qui s'occupe directement des permis de circulation : ça ne relève ni du village, ni de la commune. On a eu un problème avec une commune qui a donné son autorisation sans avoir le permis du Conseil ; cette autorisation, ils ne l'ont pas donnée directement à l'entreprise de construction, mais aux comités d'administration des chemins des communautés, à l'insu du Conseil. Par la suite, quand on a convoqué les responsables de la société de construction au moment où ils étaient en train de faire l'étude, ils se sont présentés devant le Conseil et lui ont montré le permis qui leur avait été donné par la commune. Ça, ça a été un des problèmes qu'on a eus là-bas. C'est nous qui avons dû débrouiller cette affaire, parce que le conseil municipal avait été trop loin en accordant cette autorisation sans le consentement du Conseil de Bon Gouvernement. C'est pour ça que nous sommes intervenus en tant que Conseil de Bon Gouvernement parce que c'est clair qu'au niveau de la zone c'est au Conseil d'autoriser ce genre de choses.

Santé autonome

Eloísa (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Pedro de Michoacán)

En ce qui concerne la santé, nous tous, c'est-à-dire les coordinateurs, le Conseil de Bon Gouvernement et les conseils autonomes de notre zone, nous nous sommes tous réunis et nous avons proposé un certain nombre de points pour prévenir les maladies. Nous avons proposé 48 points de prévention qui sont les plus importants pour prévenir les maladies. Maintenant nous n'en avons plus que 47, parce qu'on s'est rendu compte qu'il y en a un qui fait double emploi avec un autre, c'est pour ça qu'on les a mis ensemble et qu'on n'en a plus que 47, et ce sont justement sur ces 47 points qu'on est en train de travailler dans toute la zone. Ce sont les coordinateurs de santé des communes et des régions qui se chargent de veiller à leur exécution.

Une autre chose qu'on a faite en matière de santé, ça a été d'éditer, puis de rééditer un livre destiné à former les promoteurs de santé. On a commencé par une édition qui a été distribuée dans notre zone, alors que la deuxième a été distribuée aussi dans les autres *caracoles*. Pourquoi ? Eh bien, parce qu'on s'est rendu compte que les *compañeros* coordinateurs de santé avaient besoin d'un livre pour former les nouveaux promoteurs. Et comme on n'en n'avait pas puisque toutes les informations apparaissaient sous forme de brochures et de simples feuilles, on a eu l'idée de faire ce livre. La première édition n'abordait qu'un nombre assez réduit de thèmes, mais la seconde a été complétée par des nouveaux thèmes, tels que l'herboristerie, qui figure désormais dans cette seconde édition. Ces livres ont également été offerts aux docteurs solidaires qui nous appuient.

Les ressources économiques pour faire le livre ont été obtenues grâce à un projet, et pour l'édition on a été aidés par des *compañeros* solidaires ; mais les mots qui figurent dans le livre, tout ce qui apparaît dans le livre, c'est l'œuvre des coordinateurs et des promoteurs de santé, ainsi que de nous-mêmes en tant que Conseil de Bon Gouvernement : on s'y est mis tous ensemble pour choisir ce qui serait utile aux promoteurs de santé.

En plus de tout ça, on a construit un laboratoire de prothèses dentaires, grâce à l'appui des frères solidaires de Grèce, car en tant que gouvernement on s'est rendu compte qu'il s'agissait d'une nécessité qui faisait partie de la santé de nos peuples. On a pu le construire ce laboratoire, et à l'heure qu'il est le voilà terminé. Et ceux qui travaillent là-bas, ce sont des *compañeros* bien préparés.

Caracol II

Résistance et rébellion pour l'humanité

(Resistencia y rebeldía por la humanidad)

Oventik



Éducation autonome

Abraham (Membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Juan de la Libertad)

En tant que Conseil de Bon Gouvernement, nous sommes en train de travailler dans les différents domaines et de les contrôler. Ici, au *Caracol II*, l'éducation a commencé bien avant ; nous, les membres du Conseil, nous ne savons pas très bien comment cette fonction était assurée au départ. Il y a eu d'abord l'éducation, et le Conseil de Bon Gouvernement est venu après.

À cette époque-là, avant 1994, on avait déjà eu l'idée de mettre en œuvre une éducation du peuple, pour le peuple et par le peuple. Ça, ce sont des idées qui étaient nées bien avant, mais qu'on ne pouvait concrétiser sous aucune forme parce qu'on avait là les écoles officielles, implantées par le mauvais gouvernement. Cette idée a grandi peu à peu et elle est restée là pendant plusieurs années, sans arriver à se matérialiser.

Et voilà qu'en 1994 nos revendications sortent au grand jour. L'une d'entre elles, c'était justement l'éducation ; mais ce n'était guère plus qu'un simple mot : au-delà de notre revendication d'éducation, il n'y avait aucune recette pour nous dire comment il fallait faire pour commencer, pour construire cette éducation du peuple.

On a demandé à d'autres *compañeros* comment on devait s'y prendre.

- Je ne sais pas, mais la revendication est là, nous ont dit les *compas* dirigeants. La revendication est là, et un jour viendra où nous aurons une bonne éducation.

Mais comment mettre en œuvre cette bonne éducation du peuple, pour le peuple et par le peuple ? Personne ne le sait. C'est là que ça a été un peu faible au départ, que chacun a pu commencer son éducation. Ici, dans notre zone, ont commencé à naître des idées sur la façon dont il fallait mettre en œuvre l'éducation, quoique de manière ponctuelle.

Certaines régions ont essayé de mettre en œuvre cette éducation pour le peuple, parce qu'elles se sont rendu compte que c'était désormais une nécessité. Mais elles n'avaient pas non plus les éléments pour le faire. Voilà le problème qu'on a eu dès le départ. Mais finalement, à partir de 1996, quand on était sur le point de signer les Accords de San Andrés, on avait déjà une idée de ce qu'il fallait faire, après en avoir discuté avec les *compañeros*. Ce sont les *compañeros* du comité qui l'ont fait, qui y ont réfléchi, qui ont commencé.

D'un côté on peut dire que l'idée est arrivée, mais que ce n'était pas seulement notre idée à nous, parce qu'on discute toujours entre *compañeros*. Avant, même s'il n'y avait pas d'autorités autonomes, le peuple avait ses autorités, c'est comme ça qu'on faisait ici, dans notre zone. Je ne sais pas comment ils faisaient dans d'autres zones, mais ici, dans notre zone, n'importe quel accord, n'importe quel projet, n'importe quelle proposition ou idée, on en discutait entre *compañeros* au niveau local, régional : Qu'est-ce qu'on fait ? Comment est-ce qu'on le fait ? Et voilà, c'est comme ça qu'entre nous tous est née l'idée des travaux, ainsi que celle de la santé, de l'éducation, et bien d'autres encore.

Voilà donc comment est née l'idée d'avoir une éducation autonome ; mais elle a commencé à se concrétiser à partir de 1996, avant la signature des accords. Tout le monde sait en quoi consistent les Accords de San Andrés, à cette occasion on a beaucoup discuté de l'autonomie indienne et c'est à partir de là qu'a été donné le coup d'envoi à l'éducation. Mais comment, si on n'a rien ni personne pour le faire ? Le peuple était bien là ; mais le peuple, comme tout le monde, se demandait comment commencer, quand commencer, avec qui commencer, qui va nous apprendre à le faire. Tout le monde se posait les mêmes questions, mais personne n'avait la moindre idée de la façon dont il fallait s'y prendre pour mettre en route l'éducation.

C'est alors que certains *compañeros* ont eu une idée, ce qui a permis ensuite d'élargir la discussion, et entre tous on a entrevu la nécessité de monter une école. C'est vrai qu'on a pensé tout d'abord à une école secondaire. Quelle folie de vouloir commencer par une école secondaire si le peuple n'a pas d'études, s'il ne sait ni lire ni écrire ! Quoi qu'il en soit, c'est comme ça qu'on a fait : on a pensé monter une école secondaire en s'inspirant encore des écoles officielles, sans pouvoir trouver la meilleure façon de le dire, et c'est pour ça qu'on l'a appelée secondaire.

Ça a été bien marrant de voir comment ça a commencé et ensuite comment l'idée a été analysée entre gens du peuple, entre *compañeros* : ce n'étaient pas des autorités autonomes comme maintenant, c'étaient des responsables locaux et régionaux, ainsi que d'autres représentants ; on s'est posé la question de savoir quelle éducation mettre sur pied : alphabétisation ? École plus ou moins formelle ? École primaire ? Ou quoi d'autre ?

Les idées ont commencé à affluer. C'est vrai que l'enseignement qui est donné dans les écoles du mauvais gouvernement n'est pas bon : on le voit bien, parfois les enseignants ne se présentent même pas, mais c'est vrai qu'il y avait beaucoup de jeunes, il y avait beaucoup d'enfants qui terminaient l'école primaire. À cette époque-là l'éducation était différente, c'est vrai qu'elle n'était pas bonne, mais les élèves apprenaient quand même un peu plus, parce que maintenant ceux qui terminent leur sixième année ne savent même pas lire. Mais auparavant – nous qui avons fréquenté l'école officielle, on s'en souvient – ceux qui avaient terminé leur troisième ou quatrième année lisaient déjà parfaitement, avaient quelques notions de mathématiques – pas grand chose, c'est vrai, mais ils savaient faire des additions, des soustractions, des divisions, etc. Mais maintenant, ceux qui terminent leur sixième année ne savent ni faire des additions ni des soustractions, sans parler du reste... Cette éducation officielle, c'est de pire en pire.

Quoi qu'il en soit, on a vu qu'il y a beaucoup de *compañeritos* qui terminaient leurs études primaires parce que... bon, dans la forêt, c'est différent... mais dans ces zones, il y a beaucoup d'écoles, mais il n'y a pas de maîtres ; les maîtres arrivent à moitié souls un ou deux jours par semaine pour donner leur classe, mais il y a quand même des jeunes qui terminent leur école primaire. C'est pour cette raison qu'on a décidé de commencer par l'école secondaire, compte tenu du fait que beaucoup de *compañeritos* et de *compañeritas* qui ont terminé leur école primaire veulent continuer leurs études, mais où est-ce qu'ils vont le faire s'il n'y a pas d'école secondaire par ici, s'il faut aller jusqu'à San Cristóbal, jusqu'à Tuxtla : quand est-ce que nous allons y aller, quand est-ce qu'il y aura de la place pour nous dans ces villes, pour que nous suivions des études secondaires ?

Voilà donc comment on est arrivés à la conclusion qu'il valait mieux commencer par créer une école secondaire. Comment ? On était tout aussi perdus, on se demandait : mais comment faire ? Quelle idée est-ce que nous avons pour monter une école secondaire ? Je crois que c'est à ce sujet-là qu'on entend parfois dire qu'on a commencé avec des enseignants officiels. Je m'explique, pour éviter toute confusion.

À cette époque-là il y avait un certain nombre de *compañeros* qui avaient fait quelques études... oh ! pas grand-chose, c'est vrai : certains s'étaient débrouillés pour terminer leurs études secondaires ; d'autres pour terminer le lycée – parce qu'ils avaient été étudier soit à Tuxtla, soit à San Cristóbal, soit dans d'autres villes encore. Il y en avait aussi qui travaillaient comme instituteurs : c'étaient soit des fils de *compañeros*, soit des simples *compañeros*, ou c'étaient même des responsables locaux et régionaux : à cette époque-là, c'étaient des *compañeros* zapatistes, maintenant ils sont devenus *priistes*. Alors, à cette époque-là, c'étaient des vrais *compañeros*, il y en avait même qui étaient responsables locaux et régionaux ; mais comme ces *compañeros* en savaient un peu plus long que les autres, on s'est réunis avec eux pour voir ce qu'on allait faire. Qu'est-ce qu'on fait avec les gens de notre peuple ? Qu'est-ce qu'on fait avec nos enfants ? On a cette idée, on poursuit cet idéal, mais comment faire pour que le rêve devienne réalité ?

C'est alors qu'est née l'idée de nous réunir ici, à cet endroit ; si on n'était pas aussi nombreux qu'à présent, on était quand même une bonne équipe de *compañeros*, et il y avait aussi quelques *compañeras* zapatistes qui étaient institutrices. On se réunit ici, on a cette idée, on poursuit ce rêve... par quoi commencer ? Au cours de cette assemblée il y a eu plus de discussions que de bonnes idées. Comment est-ce qu'on va monter une école autonome si on ne sait même pas d'où sortir l'argent, où trouver le personnel ? Bref, beaucoup de discussions, mais impossible d'avancer. Seuls quelques *compañeros* disent : « Allons-y ». Mais une seule personne, ce n'est pas suffisant. On doit se réunir, on doit réfléchir entre tous pour savoir ce qu'il faut faire.

C'est pour ça qu'on a chargé quelques *compañeros* de réfléchir à la façon de commencer. Comme on ne savait pas encore comment s'y prendre, c'est à ce moment-là qu'est née l'éducation autonome : voilà ce qu'on disait cette année-là. Mais à ce moment-là on ne songeait pas encore à avoir une école, une éducation autonome pour toutes les communautés. Bien sûr, on pensait que ce serait l'école de tous les villages, de toute la zone, l'idée était de mettre sur pied une éducation autonome de toutes les communautés. Voilà comment on a commencé. Mais on se disait :

- Nos champs sont très grands, nos villages sont nombreux, nous ne pouvons pas mettre en œuvre un grand chantier, nous devons commencer par quelque chose de petit pour le faire grandir peu à peu. Mais ça ne fait rien, commençons par quelque chose de modeste pour voir si ça finit un beau jour par prendre de l'importance. Ça va mettre peut-être des années – voilà ce qu'on disait à cette époque-là.

Comme ça, on ne s'est pas laissés dominer par la peur de commencer à faire quelque chose, parce qu'on commencerait par quelque chose de modeste, peut-être même quelque chose d'insignifiant. Mais il fallait penser à quelque chose.

- Si on se trompe au départ, on aura toujours le temps de corriger le tir en cours de route, qu'on se disait. Mais le moment est venu de commencer à faire quelque chose.

C'est comme ça qu'est née l'idée de commencer par l'école secondaire ; mais on a pensé qu'il vaudrait mieux que cette école secondaire soit en réalité un centre de formation pour les *compañeros* et *compañeras* jeunes, pour ceux qui désireraient aller se préparer à la première école autonome, pour que ces *compañeritos* prennent ensuite leur responsabilité. C'est vrai qu'on s'est trompés, parce que certains sont sortis en courant ; mais on avait aussi l'espoir que d'autres résisteraient, comprendraient et pourraient aller travailler dans leur village, pourraient commencer à construire l'éducation dans leur communauté ou dans leur région.

C'est comme ça qu'est née l'idée, que sont nées des idées folles, mais c'est comme ça que ça a commencé. C'est comme ça qu'est née l'école secondaire. Mais on n'avait pas sur quoi s'appuyer, et c'est alors que des frères solidaires sont venus nous dire :

- J'ai une idée, j'ai un projet. Vous acceptez ou vous n'acceptez pas ? – voilà ce qu'ils ont proposé aux gens de la zone. J'ai la possibilité d'apporter une aide pour créer des écoles.

Ici, on ne fait pas les choses sans consulter les gens, il faut consulter ceux d'en haut. On accepte ou on n'accepte pas ? Alors, les *compas*, les dirigeants, nous ont dit :

- Acceptez, si vous pensez que vous pouvez commencer comme ça, allez-y, acceptez !

On a donc accepté. Et c'est alors qu'est entré en scène – je ne sais pas s'ils sont connus ailleurs – un groupe de personnes qui s'appellent « Écoles pour le Chiapas » ; ils nous ont dit qu'ils allaient nous aider à construire quelques salles de classe. On leur a dit que oui, et c'est ainsi qu'est née l'école secondaire qui porte jusqu'à présent le nom d'école secondaire, mais c'est l'ESRAZ, l'École Secondaire Rebelle Autonome Zapatiste.

Voilà comment elle est née. Et de tous ces *compañeritos* qu'on avait rassemblés à cette époque-là, il y en a quelques-uns qui n'ont pas voulu se lancer dans projet, mais il y en a eu d'autres qui ont dit « oui ». À ceux-là, on leur a dit :

- Très bien, c'est toi le responsable de ce travail. Réfléchis bien pour savoir comment tu vas t'y prendre, fais preuve d'initiative, utilise ton cerveau pour savoir comment commencer.

- Parfait, qu'il nous a répondu, c'est très facile parce que j'ai une idée.

- Eh bien, cette idée que tu as, mets-la en pratique et vois si ça donne quelque chose de bon.

Il faut mettre sur pied une école autonome, il faut qu'elle soit différente. Il y a beaucoup de choses qu'on ne va pas changer, qu'on va se contenter de reprendre de ce qui se fait dans les écoles officielles ; on peut inventer de nouvelles mathématiques, mais on n'en est pas encore là ; en attendant, utilisons les mathématiques qu'on trouve partout. On a donc commencé comme ça, en sachant parfaitement qu'il y a des choses qu'on ne pourrait pas changer, qu'il n'y a pas besoin de changer : par exemple, les mathématiques. Il va s'agir d'apprendre à mieux faire les choses, à les améliorer, parce qu'il y a des fois où ce qu'on enseigne, ce n'est pas que ce soit mauvais, mais ceux qui font le plan d'études, ils ont d'autres intérêts. Mais ça n'empêche qu'il y a des choses qui sont bonnes en elles-mêmes.

Au début, on a formé quelques jeunes gens et quelques jeunes filles, les garçons ont continué à venir ; tous les ans, le nombre d'élèves augmentait. Ceux qui terminent leurs études secondaires décident dans quel domaine ils peuvent commencer à travailler, parce que nous n'avons pas un autre niveau d'études ; ils s'intègrent donc à un domaine de travail : dans le domaine de la santé, dans celui des radios communautaires, ou dans d'autres domaines, et ils progressent en menant de pair la théorie et la pratique.

Voilà comment l'éducation autonome a débuté. Mais quand les *caracoles* se sont formés, le Conseil de Bon Gouvernement s'est mis à coordonner et à voir comment allaient les travaux en matière d'éducation. Cette section possède sa coordination générale qui contrôle les écoles, les élèves : voilà les liens que le Conseil entretient avec ceux qui travaillent dans l'éducation.

Il n'y a pas longtemps, ça fait deux ans, le Conseil, les commissions ainsi que les coordinateurs de l'éducation secondaire, nous nous sommes tous réunis pour analyser la situation et voir ce qu'on pouvait faire de plus en matière d'éducation. On est arrivés à la conclusion qu'il n'y a rien de plus à faire, mais qu'il s'agit maintenant de mettre sur pied l'école primaire autonome, parce qu'auparavant il y avait des écoles primaires autonomes, mais pas beaucoup : il n'y en avait pas au niveau de la zone, mais uniquement dans certaines communautés, dans certaines communes. Ça fait deux ans que nous avons ouvert l'École Primaire Autonome au niveau de la zone ; on a rassemblé les villages pour qu'ils mettent en route l'éducation primaire.

On a lancé ça parce qu'il y a maintenant des garçons et des filles avec une certaine préparation ; ces jeunes ont été invités à venir se former même s'ils ne sont pas allés à l'école secondaire, même s'ils ont tout juste terminé leurs études primaires dans leur communauté. Avant, il y a deux ou trois ans, les jeunes étudiaient dans les écoles primaires, et ceux qui avaient terminé leurs études primaires, on les invitait à suivre un atelier de formation. Une fois formés, ils ont pris leur classe pendant vingt jours ou un mois, selon le plan qui avait été élaboré, et quand ils ont eu terminé leur classe ou leur atelier, ils sont allés donner des cours aux enfants des communautés. Voilà comment a commencé cette éducation et voilà jusqu'où on est arrivés maintenant : c'est à cela que sont en train de travailler les promoteurs et les promotrices d'éducation.

Santé autonome

Víctor (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Juan Apóstol Cancuc)

Moi, j'ai fait partie du premier Conseil de Bon Gouvernement de 2003 à 2005. Mais à cette époque-là, la santé autonome avait déjà commencé puisqu'elle avait été créée bien auparavant, avant 1993, à l'initiative des *compañeros* du CCRI : ça n'a donc pas été une initiative du Conseil de Bon Gouvernement.

La clinique « Guadalupana » qui se trouve au centre du *Caracol* est une clinique centrale. La construction de cette clinique centrale a débuté en 1991-1992. Pourquoi est-ce qu'on a construit cette clinique ? Parce qu'à cette époque cette communauté était totalement isolée : elle n'avait même pas d'électricité, pas de route comme celle qui existe actuellement. Il n'y avait pas moyen d'emmener les patients en ville ; aucune clinique ni de maison de santé n'avait été construite par le gouvernement de l'État ou de la fédération. C'est pour cette raison que nous-mêmes, les gens du peuple, nous avons dû nous organiser pour voir comment on allait construire une maison de santé ou une clinique et on a dû s'organiser, et c'est donc dans les années 1991-1992 qu'a commencé la construction.

En même temps qu'on était en train de la construire, on a dû envoyer quelques jeunes *compañeros* et *compañeras* pour qu'ils se forment dans le domaine de la santé, pour qu'ils puissent commencer à travailler une fois l'édifice terminé. En 1992 on a achevé la construction et on a inauguré la clinique, la petite clinique, elle n'était pas comme aujourd'hui. C'est à cette date qu'elle a commencé à fonctionner avec ses promoteurs et ses promotrices de santé.

Voilà où ça en était en 1992, avant notre soulèvement armé. Après 1994, après notre soulèvement armé, on s'est rendu compte qu'une seule clinique, dans ce centre, ça n'était pas suffisant. En 2000, on a construit les micro-cliniques dans différents endroits de notre zone, dans différentes communes de notre zone. Pour l'instant, nous avons onze micro-cliniques, douze avec la clinique centrale.



C'est la clinique centrale qui coordonne toutes les micro-cliniques, et il y a une coordination générale de la santé. C'est la coordination générale de la santé qui coordonne tout ce qui se fait dans les micro-cliniques, tout ce qui se fait dans la clinique centrale, et qui coordonne tous les promoteurs et promotrices de santé dans toutes les micro-cliniques de la zone.

La santé, c'est le premier travail que nous avons eu, c'est le premier domaine de travail qui a été construit et un des principaux travaux que nous avons dans cette zone. Quand on a construit la clinique, ça n'a pas été un projet de l'État ni un projet fédéral, ça s'est fait grâce à une aide que nous avons reçue d'un ami étranger indépendant ; mais la main d'œuvre, c'est le peuple qui l'a apportée ; tous les matériaux, les parpaings et tout le reste, c'est le peuple qui les a apportés.

Quand le Conseil de Bon Gouvernement a été créé, il n'y avait pas beaucoup de micro-cliniques ; actuellement il y en a plusieurs, qui travaillent en coordination avec la clinique centrale; la coordination générale contrôle l'ensemble des micro-cliniques, des maisons de santé, des promoteurs et des promotrices. Bien que la coordination générale contrôle tout le domaine de la santé, elle transmet toujours au Conseil les données permettant de voir comment les choses progressent. Quant à nous, ce que nous avons fait en tant que gouvernement autonome, ça a été de prendre contact, de nous mettre en rapport avec la coordination générale de ce domaine; en plus, nous avons accompagné la coordination générale dans les visites qu'elle a réalisées aux micro-cliniques, et quand c'est nécessaire, nous allons rendre visite aux promoteurs et aux promotrices de santé, ou bien nous allons les encourager.

Transports

Esaú (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Juan de la Libertad)

Nous allons parler un peu des transports, bien que nous n'ayons pas fait beaucoup de choses. Dans cette zone il y a beaucoup de voitures de nos *compañeros* zapatistes qui appartiennent à cette zone, ceux qui travaillent ou ceux qui n'ont pas de concession, les *compañeros* se présentent devant ce Conseil de Bon Gouvernement où ils ont demandé la vignette pour se faire enregistrer comme zapatistes.

Comme il y a beaucoup de voitures « chocolate », comme on les appelle, c'est-à-dire des voitures illégales, ce que le Conseil a décidé de faire, ça a été de ne pas donner un petit papier à n'importe qui ; d'abord, il a bien révisé les voitures pour s'assurer qu'elles n'étaient pas en situation illégale ; en plus, aux *compañeros* qui ont demandé la vignette on leur a donné la liste de tous les documents qu'ils doivent présenter pour que le Conseil leur donne leur petit papier, leur vignette. Le chauffeur doit avoir son permis de conduire, ainsi que d'autres documents qui servent à prouver que la voiture est légalisée ; s'ils ont ces papiers, ils doivent les apporter. Nous, et ceux qui s'y connaissent en voitures, nous vérifions le numéro du moteur et tout le reste: si ça coïncide avec le permis ou avec la carte grise, si ça colle, le Conseil lui donne le petit papier.

Le mauvais gouvernement lui aussi les respecte dans cette zone quand elles ont ce papier, parce que ça veut dire qu'elles sont légales parce que le Conseil les a déjà examinées ou les a déjà vérifiées, et c'est pour ça qu'elles ont ce papier. Voilà un des travaux qu'a faits le Conseil. Ce petit papier n'est valable que pendant un an, ils apportent une cotisation de vingt pesos et quand le délai est passé il perd sa validité ; alors ils doivent se présenter à nouveau devant le Conseil pour en demander un autre et payer à nouveau vingt pesos afin de permettre au Conseil de gagner un peu d'argent grâce à ce petit papier.

Travaux collectifs de la zone

Ici, dans notre zone des Altos, nous n'avons presque pas de travaux collectifs au niveau de la zone. En fait, on en a discuté, on a analysé la situation, mais c'est difficile pour nous parce que nous n'avons presque pas de terres pour réaliser le travail collectif.

Nous aimerions bien faire des travaux collectifs comme le bétail, le maïs, les cultures, n'importe quelles cultures... Mais ça nous semble difficile et c'est pour ça que nous n'avons presque pas de travaux collectifs dans notre zone. Parce que quand on fait un travail collectif il faut une certaine étendue de terre : voilà le problème que nous avons dans notre zone. Dans les communautés, dans les villages, il y a très peu, très très peu de travaux collectifs qui ont été mis en place, seulement pour cultiver des légumes – à part ça, rien d'autre. Mais au niveau municipal il n'y a pratiquement pas de travaux collectifs, et c'est pire encore au niveau de la zone.

Les projets que nous développons ici, ce n'est pas comme ce qu'ont expliqué les autres *caracoles* qui ont beaucoup de collectifs. Nous, dans notre zone, nous n'avons pas de collectifs faute de terre : nous n'avons des terres que pour notre consommation, c'est pour ça qu'on ne peut pas avoir de collectifs de la zone. Les projets que nous faisons, ce sont des constructions : on vient de terminer une construction pour avoir de l'eau potable ; c'est le gouvernement basque qui nous a aidés à réaliser ce projet.

C'est à travers les différents projets que nous pouvons trouver l'appui que nous donnent les *compañeros* solidaires d'autres pays. Ici, au centre *Caracol*, nous recevons l'aide d'une organisation qui s'appelle OSIMECH (Organisation de Santé Communautaire d'Indigènes Mayas de l'État du Chiapas) ; cette organisation se charge de créer des projets ; mais eux, ce ne sont pas les seuls à les élaborer, parce qu'en fait nous analysons tous ensemble pour décider quel projet nous pouvons développer. Les membres du Conseil de Bon Gouvernement, ceux qui travaillent à OSIMECH, les *compañeros* du CCRI, nous nous y mettons tous ensemble pour déterminer quel projet nous pouvons réaliser avec nos frères d'autres pays, par exemple du Pays Basque, ce pays qui nous aide un peu.

OSIMECH A.C. nous aide aussi à développer le projet des trois domaines (herboristes, sages-femmes et rebouteuses), et dans le domaine de la santé ils ont proposé un petit projet ; ce qu'il nous faut en matière de santé, c'est là qu'on le dépense. On doit justifier nos dépenses en présentant des notes et des reçus, parce qu'on sait que ceux qui nous appuient veulent des factures de tout ce qu'on achète pour développer ce projet. Voilà comment on travaille avec cette organisation d'OSIMECH : tous ensemble, on s'aide les uns les autres pour mener à bien les collectifs qu'on est en train de développer.

Problèmes avec d'autres organisations

Abraham (Membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Juan de la Libertad)

Il se pose parfois des problèmes à l'intérieur des communautés, entre les *compañeros* zapatistes et les membres des partis politiques : ces problèmes, nous avons beaucoup de mal à les résoudre. S'il y a un problème entre *compañeros*, on peut le résoudre ; mais quand il s'agit d'un problème avec les gens des partis, c'est difficile parce que nous savons que les partis nous provoquent, comme ça s'est passé dans d'autres communautés.



Par exemple, nous avons dénoncé les problèmes des *compañeros* de San Marcos Avilés ; nous les avons dénoncés, mais le mauvais gouvernement ne répond pas. Le problème de San Marcos Avilés a commencé quand on a mis en place l'éducation primaire autonome ; le problème est toujours là et les *compañeros* en souffrent. La même chose s'est passée dans d'autres communautés. Ces problèmes ont pu être contrôlés en partie, mais en partie seulement : on a dit aux *compas* qu'ils ne répondent pas aux provocations ; que les partis fassent ce qu'ils veulent, mais nous, les zapatistes, nous ne répondrons pas à leurs provocations.

Dans d'autres cas on ne peut rien faire. Alors, on se contente d'aller voir le Centre des Droits de l'Homme Fray Bartolomé de las Casas (Frayba) pour lui demander d'intervenir. Ce centre nous tend la main lui aussi. Grâce à lui nous avons obtenu un certain nombre de choses, car nous n'avons pas d'autre recours que de nous adresser au Frayba et de dénoncer ce qui est en train de se passer, un point c'est tout. Mais même si on dénonce tel ou tel problème, le mauvais gouvernement fait la sourde oreille ; ici, au *Caracol*, il se pose toujours tout un tas de problème avec les partis politiques.

Commercialisation du café

Roque (Conseil Autonome. MAREZ San Juan de la Libertad)

C'est en l'an 2000 qu'on a commencé à exporter le café, à cette époque-là il n'y avait pas encore de Conseil de Bon Gouvernement. La commercialisation du café, comme Mut Vitz, a été fondée dans la commune de San Juan de la Libertad ; cette société a travaillé deux ans, et uniquement avec des dirigeants.

La société de commercialisation du café était légale ; ses normes et ses critères étaient parfaitement établis dans un règlement de commerce juste, comme ceux qu'il y a dans d'autres pays. Alors, on s'est demandé comment faire travailler les fonds qu'il y avait là-dedans. Selon le règlement concernant ces fonds, le règlement du commerce juste, il faut laisser un pourcentage en fonction de la vente internationale : il faut laisser cinq dollars par quintal : ce fonds serait donc fonction du volume exporté par la société.

Le problème qu'on détecte les dirigeants, c'est qu'on ne rassemblait pas les fonds de la société ; il doit y avoir des fonds dans cette société ; mais l'argent était dépensé comme ça, sans que personne ne le contrôle. En 2000 on a donc réuni les responsables régionaux de la région où se trouvait la société, qui comprend quatre communes. On a discuté avec eux pour savoir ce qu'on pouvait faire afin que la société ait ses propres fonds, parce que ces fonds sont destinés à l'infrastructure de cette même société.

Un accord a donc été pris entre les responsables régionaux de cette région, et ensuite on a formé des *compañeros* pour qu'ils apprennent à contrôler les revenus. On a formé comme ça douze *compañeros*, mais à la fin de la première année on n'était plus que six, car les six autres avaient disparu. Bien souvent, quand on est nommé dans notre village, on n'a pas envie d'accepter la responsabilité parce qu'on sait que c'est quelque chose de difficile ; par exemple, dans cette société il faut avoir une certaine expérience dans le domaine des mathématiques.

En 2002, les *compañeros* m'ont désigné pour contrôler les revenus et les dépenses de cette société. On s'est mis à constituer le fonds et on s'est rendu compte qu'il y avait moyen de le contrôler : ce ne serait plus les dirigeants qui dépenseraient l'argent qu'ils auraient envie de dépenser, mais ce serait nous qui le contrôlerions, au niveau régional, au niveau des quatre communes. On s'est efforcés de fixer un tarif pour les différentes commissions : par exemple, à combien s'élèveraient les frais de transport, en fonction de la distance à parcourir – voilà un accord qui a été pris au niveau régional. Si quelqu'un fait partie d'une commission, il a le droit d'acheter sa nourriture, mais il n'a pas droit à plus. Comme ça, le fonds a augmenté, et en 2003 on avait déjà un volume d'exportation de cinq à six containers de café qui étaient expédiés vers différents pays.

En 2005 on avait déjà un fonds de 800 000 pesos. On a donc organisé une autre réunion pour décider en quoi on allait investir cet argent, parce que le fonds avait considérablement augmenté. On a accordé de construire un entrepôt, parce qu'il était désormais nécessaire d'avoir un endroit où garder le café pour faire des réserves ; mais ça, ce n'était pas un projet, c'était de l'argent qui provenait du fonds de la production elle-même, de ce qu'on exportait. Comme on s'est rendu compte qu'on ne pouvait pas commencer à construire avec cette somme du fonds, on a laissé 50 centimes par kilo et on a construit l'entrepôt avec un peu plus de 800 000 pesos, grâce aux efforts de tous les associés.

Ensuite, on a eu besoin d'autre chose, parce qu'on s'est rendu compte que le café ne se vendait pas si on ne décortiquait pas les grains, ce qui nous a obligés à louer un ensemble de machines pour traiter le café. Après ça, on a vu que les exportations avaient augmenté et qu'on disposait d'un fonds plus important. Donc, en 2005 on a eu l'idée d'acheter les machines pour traiter le café, ce qu'on a pu faire en 2006. Mais avant de les acheter on a demandé aux associés l'autorisation de le faire. Parce qu'on savait bien que ça impliquait des dépenses importantes : on a calculé les coûts et on est arrivés à la conclusion que ça reviendrait à un peu plus d'un million de pesos.

Comme on n'arrivait pas à la somme voulue pour acheter les machines, on a demandé aux associés s'ils jugeaient nécessaire de les acheter ; ou bien s'ils étaient disposés à payer un pourcentage sur la vente de leur production. Et comme ça on est arrivés à un accord : ils verseraient un pesos par kilo de café produit. On a donc acheté tous les équipements nécessaires et en 2006 on a terminé d'installer les machines, après avoir construit l'entrepôt. Les associés ont fait un grand effort : au total, entre la construction de l'entrepôt et l'achat des machines, c'est près de deux millions de pesos qui ont été dépensés, sans compter la main d'œuvre apportée par les associés.

En 2007 on était en train de travailler tranquillement quand un beau jour les dirigeants de la société ont reçu l'ordre de se présenter devant Enlace Civil, à San Cristóbal. Ce qui s'était passé, c'est que des fonctionnaires des finances étaient arrivés, avaient demandé quels biens possédait la société. Nous, on tombait des nues, parce qu'on ne savait pas de quoi il s'agissait, on leur a dit que la société n'avait pas de biens. Alors, à ce moment-là cette personne qui était allée à Enlace Civil sort un petit papier de son cahier :

- Moi, je sais ce que vous avez dans votre société, qu'il nous dit en nous présentant le numéro de compte de la société. À partir de ce moment vous n'avez le droit de faire aucun mouvement, aucun retrait sur votre compte en banque.

A la banque, la somme qui était au nom de la société était d'un peu plus de 400 000 pesos. Une partie de cet argent correspondait à ce qui était dû aux producteurs de café, parce qu'on ne pouvait pas retirer tout l'argent d'un seul coup, et quand il nous a dit ça on ne savait pas quoi faire. Ce jour-là notre compte a été bloqué, et aujourd'hui encore ces 400 000 pesos sont bloqués.

On a averti le Conseil de Bon Gouvernement de ce qui s'était passé ; mais peu après, les fonctionnaires des finances nous ont donné l'ordre de nous présenter à nouveau. On est donc allés à San Cristóbal. Mais nous, comme on est des simples paysans, comme on n'a pas fait d'études, on n'avait pas de comptable de l'association pour faire la déclaration d'impôts, et comme la société est une société légale, on avait engagé un comptable.

À cette époque-là le comptable, on ne sait pas s'il avait l'intention de trahir cette société, ou si c'est quelqu'un d'autre qui l'a trahi, personne ne sait ce qui s'est passé. Le problème, c'est que la déclaration qui était parvenue au ministère des finances disait qu'il n'y avait pas eu d'exportation de café, qu'il n'y avait eu que des ventes nationales. Voilà ce qu'on nous a dit au ministère des finances. Mais comme les revenus provenaient d'autres pays, c'est là qu'il y avait un problème.

On s'est demandé ce qu'on pouvait bien faire une fois qu'on nous avait fermé ce chemin. On est donc allés voir le Conseil de Bon Gouvernement et là on s'est rendu compte que les dirigeants de la société avaient acheté du café à crédit ; comme le lavage se fait en deux étapes et comme on ne sait pas si l'acheteur va payer ou non, eh bien, les associés et les autorités de deux villages, Magdalena de la Paz et San Juan, se sont réunis ici au Conseil pour analyser le problème. Et par la suite on a appris que là où ils avaient remis le café, il y avait des anciens dirigeants qui se faisaient payer peu à peu : voilà donc la corruption qu'il y avait eu dans la société de commercialisation du café dont je viens de parler.

On s'est demandé comment résoudre ce problème, et on a décidé d'emprisonner ces *compañeros*. Mais on ne l'a pas fait. Un des dirigeants avait une camionnette : on l'a confisquée, et c'est comme ça qu'on a pu récupérer l'argent que les dirigeants avaient empoché.

Là où on ne pouvait rien faire, c'était au ministère des finances, parce que comme le comptable avait fait une déclaration comme quoi on n'avait rien exporté, on allait nous faire payer une amende d'un million 800 000 pesos.

Dorénavant on ne peut rien faire, parce qu'on sait que cette société où on travaillait ne bénéficiait d'aucun projet ni d'aucun prêt bancaire...rien ! Le seul revenu de la société, c'était ce que rapportait la vente de sa production.

Cette société de commercialisation du café regroupait 600 producteurs. Mais depuis ce jour-là et jusqu'à présent que je suis en train de vous parler, chacun travaille de son côté, parce qu'on ne peut pas rassembler cette somme pour payer l'amende du ministère des finances. Et maintenant, allez donc savoir à combien de millions de plus s'élève cette somme, parce que le fait de ne pas présenter ce compte rendu donne lieu à une amende.

Mais avant que ne surviennent ces problèmes, on s'est rendu compte qu'il est parfaitement possible de travailler entre *compañeros*, qu'on peut contrôler tout ce qui se passe. On s'est rendu compte que dans ce groupe de travail on peut exercer un certain contrôle : nous, les six *compañeros* qui étions là, on contrôlait les revenus et les dépenses, les produits, la quantité entreposée. C'est nous qui avions le contrôle de tout cela, sauf de l'argent, parce que tous les papiers, c'est nous qui les avions entre les mains.

Et c'est nous qui devons dire à chaque producteur combien il allait toucher: c'était à nous de le faire, pas aux dirigeants. Les dirigeants se contentaient d'expliquer aux associés à combien allait revenir le kilo, et c'est nous qui faisons les comptes. Voilà comment on travaillait à cette époque-là, et même s'il y a eu des problèmes, on s'est rendu compte qu'on peut faire ce travail entre nous, entre *compañeros*.

Difficultés qu'a dû affronter le gouvernement autonome

Abraham (Membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Juan de la Libertad)

Les travaux qui existent maintenant, et même peut-être la plupart des domaines de travail, ont été mis sur pied avant que naissent les Conseils de Bon Gouvernement : certains ont débuté en 1991, d'autres dès 1990, et d'autres encore en 1996. Ça, c'est un vrai problème pour les *compañeros* et *compañeras* autorités, aussi bien du Conseil de Bon Gouvernement que des gouvernements autonomes de chaque commune : on s'est rendu compte qu'ils ont une grande lacune, une grande méconnaissance des travaux qui ont débuté auparavant.

Le problème, c'est qu'il y a des *compas* qui font partie du gouvernement autonome mais ne savent même pas ce qu'il y a dans leurs communes : ils ne savent pas s'il y a une école autonome, s'il y a une maison de santé, s'il y a des promoteurs de santé, s'il y a des promoteurs d'éducation, ils ne savent pas quels travaux il y a là-bas dans leurs communes. Et c'est la même chose dans le cas du Conseil de Bon Gouvernement, et c'est même pire parce qu'ils doivent être au courant de la situation de nombreuses communes pour tout contrôler et n'ont aucune idée de tout ça, de la façon dont les travaux ont commencé.

D'un côté ça peut se justifier, parce que, comme ils le disent eux-mêmes, « nous ne sommes que des bases d'appui », nous n'avons pas pu mieux orienter ou mieux conscientiser nos bases d'appui. Il existe une grande ignorance de tous les domaines de travail : c'est ce qui se passe, c'est la vérité, c'est ce qui se passe ici, dans notre zone. On est sincères quand on dit qu'il nous reste encore beaucoup à faire, qu'on trébuche encore sur plusieurs points, qu'on avance à grand peine. Quoi qu'il en soit, on s'est rendu compte que les *compañeros* eux-mêmes disent :

- La vérité, c'est que nous ne savons pas, que nous n'en avons aucune idée. Qu'est-ce qu'on peut faire si on ignore tout de ce qui se passe ?

C'est pour ça qu'il n'y a pas longtemps, qu'il y a à peine un peu plus d'un an, on a eu besoin de se réunir, qu'on s'est dit qu'on devait tous se réunir, les autorités, surtout le Conseil de Bon Gouvernement qui doit contrôler la zone : on va se réunir tous ensemble pour que les *compañeros* et les *compañeras* du Conseil de Bon Gouvernement aient une idée de la façon dont ils vont gouverner et de ce que les gens de cette zone sont en train de faire.

C'est la seule façon de faire que nous avons trouvée, même si ce n'est pas la seule qui existe. À ce moment-là ça a été la seule chose qu'on a pu faire : organiser des réunions pour partager les expériences dans chaque domaine de travail : santé, éducation, agroécologie, et il y a plusieurs domaines qui n'ont pas été abordés lors de ces réunions.

Au cours de ces assemblées, la plupart des domaines de travail de cette zone ont expliqué en quoi consistaient leurs travaux pour que le Conseil de Bon Gouvernement saisisse de quoi il s'agit, soit au courant des travaux qui se font dans chaque domaine, comment ils ont débuté, ce qu'ils sont en train de faire, quels sont leurs problèmes, leurs difficultés, leurs besoins : bref, on a commencé à partager nos expériences de tout cela.

Ça, c'était tous les mois ; ça a été assez dur au début, mais il fallait venir tous les mois parce que c'était la seule façon de comprendre ce qu'on était en train de faire, comment on était en train de le faire, si on avançait, si on échouait, pour qu'au moins les autorités puissent s'en faire une idée.

C'est de cette façon que les *compas* du Conseil de Bon Gouvernement ont commencé à savoir ce qui est en train de se passer ; mais entre-temps, il y a eu d'autres personnes qui se sont incorporées au Conseil de Bon Gouvernement, et voilà une des difficultés qu'on a ici : aussitôt qu'ils en savent un peu plus long, qu'ils commencent à comprendre un petit peu, qu'ils se mettent à faire quelque chose, les voilà qui s'en vont, qu'ils ont fait leur temps. Et alors arrive un nouveau *compañero* ou une nouvelle *compañera*, et tout est à recommencer.

Pour pouvoir résoudre ce problème, ce qu'on peut faire c'est qu'ils ne s'en aillent pas tous en même temps, qu'il y en ait quelques-uns qui restent tandis que les autres s'en vont : comme ça ils pourraient s'aider un peu les uns les autres ; mais de toutes façons ça continuerait à être un problème de savoir comment contrôler tous les travaux.

On a insisté sur le fait que les *compañeros* du Conseil de Bon Gouvernement, de même que ceux des communes autonomes, doivent s'efforcer de savoir un peu mieux ce qui se passe, de savoir comment vont les travaux dans leur commune. Et en effet, certains *compañeros*, certaines communes se sont efforcés de le faire, mais il y en a d'autres qui disent :

- Non, nous n'avons pas assez de temps. Ici, on est trop pris par les problèmes qu'il y a dans notre bureau – enfin, il y a de tout, il y en a qui avancent, alors que d'autres sont encore dans les nuages.

Comme ça, le Conseil de Bon Gouvernement comprend peu à peu ce qui se passe, mais il reste encore beaucoup à faire. Il n'a pas encore la mainmise sur tout, c'est pour ça qu'il a beaucoup de mal à raconter l'histoire, et c'est pire encore si on leur demande qu'ils nous racontent comment ça a commencé, pourquoi ça a commencé, par quoi ça a commencé.

Les pauvres *compas* ne vont rien savoir raconter, parce qu'à cette époque-là ils n'étaient même pas *compas* ; certains sont entrés en 1994 et les travaux avaient débuté bien avant, ce qui fait qu'ils ont raison. D'autres, parce qu'ils sont jeunes, ils n'étaient même pas nés quand les travaux ont commencé : voilà la raison pour laquelle les *compañeros* ne savent pas ces choses-là. Il y a des *compañeros* ou des *compañeras* autorités qui sont très jeunes, et qui ne connaissent donc pas l'histoire, qui ignorent plein de choses. Ça, c'est un véritable problème que nous avons dans notre zone.

C'est vrai, il leur manque de l'expérience ; mais ce qui est sûr aussi, c'est que s'ils y mettent de l'entrain, ils vont apprendre, ils vont comprendre, ils vont pouvoir. Ça, on en est sûrs, parce que s'il y a encore beaucoup de difficultés pour pouvoir gouverner, s'ils ont du mal à gouverner, de toutes façons ils doivent apprendre à gouverner. Il reste encore beaucoup à faire, mais le Conseil est en train de saisir petit à petit ce qu'il lui reste à faire, et il y a plusieurs choses que le Conseil est en train de faire : il a appris à résoudre des problèmes, à devoir assumer sa propre responsabilité en tant que Conseil de Bon Gouvernement.

Les *compas* ont dit que dans leur commune le gouvernement autonome ne sait même pas parfois combien il y a d'agents municipaux : comme ça, il faut reconnaître que c'est un peu difficile. Mais non, ça ne se passe pas comme ça : le gouvernement autonome travaille en collaboration avec ses agents municipaux, il est en communication avec eux. Dès qu'il prend connaissance d'une affaire, dès qu'il voit quelque chose, le gouvernement autonome municipal convoque ses agents municipaux.

- Ici, il y a un problème. Ici, il se passe ceci ou cela. Faites bouger vos gens, envoyez ce message, faites-le savoir aux communautés, consultez les gens – qu'ils leur disent. Et alors, les agents vont faire leur devoir, ils transmettent les informations à chaque communauté.

- Le gouvernement autonome dit qu'il y a tel ou tel problème, qu'il se passe telle ou telle chose, que nous devons y réfléchir, que nous devons leur dire, que nous devons prendre une décision – voilà ce que les agents disent au peuple.

Voilà comment les communes autonomes ont travaillé jusqu'à présent ; leur *compañero* ou leur relation la plus proche, ce sont les agents municipaux. On ne peut pas nier qu'il y a certains gouvernements autonomes qui ne consultent même pas leurs agents pour dire « On fait ça », et avant même de s'en rendre compte ils ont déjà mis les pieds dans le plat : que faire maintenant ? Mais si ça s'est passé, c'est parce qu'ils n'ont pas consulté leurs agents, et encore moins le peuple, parce que bien souvent c'est grâce aux agents municipaux que naissent les idées du peuple, et c'est à la suite de ça qu'on décide ce qu'on va faire : ils disent qu'on doit faire comme ci, ils disent qu'on doit faire comme ça. Mais parfois ça ne se passe pas comme ça, et c'est ça qui est le plus triste.

Ici, dans notre zone, il y a eu beaucoup de problèmes, et des problèmes très graves ; on a mis les pieds dans le plat, comme disent nos *compas* dirigeants ; on a eu des problèmes avec l'extérieur, et aussi des problèmes internes. Comment est-ce que les communes autonomes, comment est-ce que le Conseil de Bon Gouvernement s'y prennent pour les résoudre ? Comment est-ce qu'ils font ? Il y a certaines choses qu'ils n'arrivent pas à résoudre, parce que ce sont des problèmes vis-à-vis des autorités officielles : impossible de passer par là, alors on cherche un autre chemin.

Quand il s'agit de problèmes graves et que le gouvernement municipal autonome ne peut pas se réunir avec le gouvernement municipal officiel, la seule façon d'y arriver c'est de passer par les autorités locales : il y a des agents officiels – c'est comme ça qu'on les appelle – et il y a les agents autonomes. Alors, on essaie d'abord d'arranger les choses entre agents autonomes et agents officiels, pour voir à quel accord ils peuvent arriver s'il y a un problème à l'intérieur de la communauté. Le Conseil de Bon Gouvernement fait attention à tout ce qui se passe ; parfois, les agents n'arrivent pas à résoudre le problème, et alors les *compas* reviennent nous dire qu'ils n'ont rien pu faire, qu'on n'a abouti à rien. Si les problèmes arrivent au niveau de la commune, alors là c'est un véritable problème, parce que le gouvernement municipal ne peut pas aller s'asseoir aux côtés de l'autre gouvernement, le gouvernement officiel de la commune.

Quand le problème prend de l'ampleur, le Conseil de Bon Gouvernement intervient, mais il ne peut pas non plus s'asseoir aux côtés d'un maire officiel. Si la situation est très grave, le Conseil de Bon Gouvernement passe par l'intermédiaire du centre des droits de l'homme, pour voir s'il est possible d'obtenir quelque chose par cette voie-là. Mais si on n'y arrive pas par ce moyen-là, alors on porte plainte, tout simplement. Ici, il nous faut déposer toutes sortes de plaintes, sans compter que notre capacité à les rédiger est assez limitée. Mais en tout cas on s'est efforcés de le faire, parce qu'il a bien fallu le faire avec tout ce qui se passe ici, de même que dans d'autres *caracoles* : on est obligés de porter plainte.

Caracol III

Résistance vers une nouvelle aurore

(Resistencia hacia un nuevo amanecer)

La Garrucha



L'appui des frères solidaires

Pedro Marín (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ Francisco Gómez)

Dans nos communes autonomes ainsi que dans notre Caracol, la coutume veut que les frères solidaires puissent se rendre directement à telle ou telle commune ; alors, dès qu'ils arrivent à la commune en question, les conseils autonomes vont avertir le Conseil de Bon Gouvernement. C'est comme ça que le Conseil de Bon Gouvernement et les conseils autonomes s'entendent pour passer des accords, surtout en ce qui concerne les aides qui proviennent des frères solidaires. Alors, si on est d'accord pour recevoir un don, c'est le Conseil de Bon Gouvernement qui le reçoit.

Le Conseil de Bon Gouvernement reçoit aussi d'autres fonds, comme l'impôt de 10% sur les travaux que les *priistes* réalisent dans notre zone : ces 10% là restent aux mains du Conseil, par exemple quand on ouvre un chemin, qu'on introduit l'électricité et l'eau potable.

Il y a aussi d'autres travaux qui passent par notre municipalité et par le Conseil, comme le revêtement des routes ou leur entretien, tous ces travaux que les *priistes* font aussi sur les chemins, mais seulement sur les routes : là, on ne leur fait pas payer la totalité de ces 10%, parce que le chemin a déjà été fait, et qu'ils se contentent parfois de boucher les nids-de-poule.

Voilà comment on fait ça chez nous, aussi bien le Conseil Autonome que le Conseil de Bon Gouvernement. Pour décider ce qu'on va faire avec toutes ces aides, on réunit les gens du comité et ceux de l'assemblée suprême, on convoque tous les commissaires, hommes et femmes, pour savoir à quoi on va destiner cet argent. Si on décide de le répartir, ce qu'on fait alors, c'est de le répartir de façon équitable en fonction du nombre de personnes qui coopèrent dans chaque commune. Voilà ce que nous avons fait avec ces 10% ainsi qu'avec les dons qui proviennent de nos frères solidaires.



Education autonome

Artemio (Ex-membre du Conseil Autonome. MAREZ Ricardo Flores Magón)

Quand notre éducation a débuté, on n'a pas commencé dans toute la zone. Seule la commune de Ricardo Flores Magón a commencé à mettre en œuvre l'éducation « Petites graines du soleil », tandis que les autres communes, comme Francisco Gómez, San Manuel et Pancho Villa, ont commencé avec une éducation qu'ils appellent Yaxalchi. Dans la commune de Ricardo Flores Magón on a passé un accord pour avoir cette éducation des « Petites graines du soleil », c'est la même chose que ce qu'on déjà dit les *compañeros* de La Realidad.

Ce projet des « Petites graines du soleil », on a vu que c'est un projet élaboré à l'avance, qu'on a reçu comme ça. Mais les autorités municipales et locales se sont mises d'accord pour déterminer la façon de mettre en œuvre l'éducation autonome. À ce moment-là, on a discuté et analysé sans répit pour savoir comment on allait faire, et on a accordé avec les autorités elles-mêmes qu'il valait mieux élaborer un document.

Ce document qu'on a fait, on l'a appelé « document d'éducation véritable », et c'est ce document qui est devenu le principe de l'éducation autonome, où on a fixé l'objectif que devrait avoir notre éducation, et où il y a quatre domaines de connaissance (mathématiques, vie et environnement, langue et histoire) qui sont en rapport avec nos onze revendications. Parce que tout le monde sait qu'on a treize revendications, mais que toutes n'ont pas été satisfaites : il y en a deux qui sont encore en attente, si bien que nous avons établi l'accord en ces termes.

Une fois ce document élaboré, les autorités municipales sont allées chercher les formateurs, qui étaient des *compañeros* qui étaient restés là, ainsi que le collectif « Pont de l'espoir ». La formation a débuté en l'an 2000, mais le problème qu'on a eu, c'est que les formateurs n'ont pas voulu ou n'ont pas pu adopter ce principe qu'on avait mis en place avec nos peuples, cette orientation que nous avons, ce document qu'on a fait avec notre peuple.

Une année est passée et les autorités se sont rendu compte qu'ils n'avaient pas mis en œuvre le principe que nous, nous avons. Le travail a donc été interrompu, seules deux personnes avaient été formées. Voilà comment on a fait. Une année est passée. La formation des 130 promoteurs, environ, qui venaient de la commune de Ricardo Flores Magón a été interrompue. Les promoteurs des autres communes autonomes avaient travaillé sur d'autres projets d'éducation.

Deux ans après, et on s'est mis à chercher des personnes disposées non seulement à venir ici pour former nos promoteurs, mais aussi à respecter nos principes ; comme ça, les membres du collectif « Pont de l'espoir » sont revenus continuer la formation ; ils nous ont dit qu'ils étaient d'accord pour respecter le principe de notre éducation. Et comme ça, dès 2002-2003 on a eu la première génération de promoteurs : les mêmes que ceux qui étaient arrivés au début, ils ont suivi de nouveau la formation.

Gestion des projets

Auparavant, quand il nous arrivait un projet ou des dons, les ressources allaient directement aux communes autonomes : nos travaux avançaient petit à petit, mais on était divisés, il n'y avait aucun accord au niveau de la zone, le Conseil de Bon Gouvernement ne contrôlait pas les projets qui arrivaient dans notre zone. C'est comme ça qu'on a travaillé de 2003 à 2007.

Ça veut dire que quand le Conseil de Bon Gouvernement a commencé à travailler, ils n'ont pas pu contrôler ça, parce que les communes avaient pris l'habitude de contrôler chacune ses propres projets, si bien qu'elles n'ont plus voulu que ce soit au Conseil de le faire. Le Conseil de Bon Gouvernement n'a plus contrôlé les projets ni les domaines de travail ; à cette époque-là, dans tous les domaines de travail on avait d'autres promoteurs de santé, d'autres promoteurs d'éducation d'une autre génération.

À cette époque-là, on contrôlait encore l'ouverture des chemins, le revêtement ou le goudronnage des routes. Pendant ces premières années, même si le Conseil de Bon Gouvernement était déjà là, c'était chaque commune qui avait le contrôle de tout ça. On se contentait d'informer le Conseil de Bon Gouvernement qu'on allait ouvrir un chemin du gouvernement officiel : on se limitait à le porter à sa connaissance et c'étaient les communes autonomes qui s'en chargeaient : l'impôt de 10% allait directement à la commune et le Conseil de Bon Gouvernement ne recevait absolument rien.

Ce peu d'argent qui restait aux mains de la commune, nous n'avons pas été capables de le gérer, nous n'avons rien investi pour monter des travaux collectifs ; les conseils de l'époque ont tout dépensé en frais de transport pour se rendre à leur poste à la commune, ainsi qu'en alimentation.

En 2007, on s'est rendu compte que le travail de l'autonomie ne devait plus continuer comme ça parce que ce n'était pas bien : les autorités elles-mêmes, comme le CCRI, les conseils autonomes et les coordinateurs de tous les domaines de travail, de même que le Conseil de Bon Gouvernement et les autorités locales, on a décidé qu'il valait mieux marcher tous ensemble pour faire avancer nos projets, nos travaux de l'autonomie.

Comme on s'est rendu compte que ce n'était pas bien d'avancer comme ça dans l'autonomie, on a tout arrêté pour que tout se fasse désormais de façon collective, pour que le Conseil de Bon Gouvernement ait le contrôle de tous les projets, qu'il contrôle le projet d'éducation, le projet de santé et les projets des autres domaines. De cette façon-là, on s'est mis à avancer tous sur le même chemin. En matière d'éducation, par exemple, toute la zone s'est mise à travailler sur le projet des « petites graines du soleil. »

Auparavant, les projets étaient gérés par les coordinateurs municipaux des quatre communes ; le Conseil de Bon Gouvernement était informé de ce qui était en train de se faire, mais ça n'allait pas plus loin, parce que dans les faits il ne gérait pas véritablement les dépenses.



Un exemple : pour les projets, on demande parfois un budget qui comprend les frais de transport, d'alimentation, mais dans la pratique on ne dépense pas tout ce budget ; alors, avec ce qui reste de cet argent on achète des aliments, et bien souvent ces aliments vont à la poubelle ou bien sont répartis entre les assistants : voilà ce qui se passait à cette époque-là. Même chose en ce qui concerne les frais de transport : parfois, ils emmenaient plus d'argent que ce qu'il leur fallait en réalité ; par exemple, pour un voyage qui revenait plus ou moins à 50 pesos, ils emmenaient 100 pesos. Les budgets n'étaient pas établis de façon très exacte.

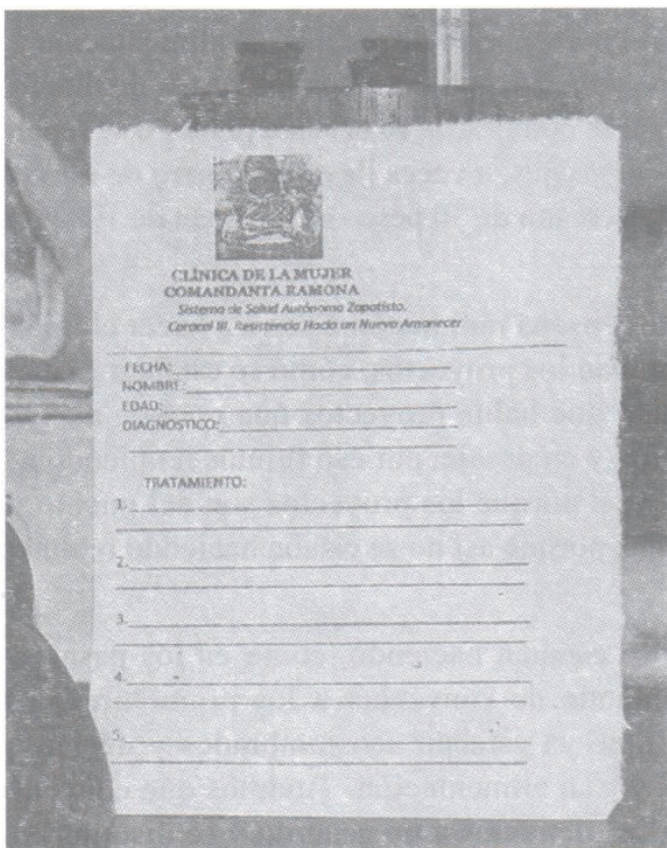
Quand on est entrés en fonction, comme personne ne nous a appris rapidement à faire notre travail, on a mis un certain temps à se rendre compte de la façon dont les projets étaient gérés, comment les ressources des projets étaient dépensés en réalité. On s'est rendu compte qu'il y avait des projets qui étaient en trop et qu'on dépensait beaucoup, qu'on dépensait beaucoup en aliments et en transport. C'est pour ça qu'on a convoqué les coordinateurs et qu'on a essayé de leur faire comprendre comment il fallait dépenser les ressources, parce que comme ça le travail n'était pas fait de façon très formelle.

On a dû réduire les dépenses excessives, par exemple au niveau des transports. Le Conseil de Bon Gouvernement a dû intervenir beaucoup plus pour essayer de convaincre les promoteurs et les coordinateurs de changer de comportement, parce qu'ils avaient pris certaines habitudes et disaient que le projet était à eux, que c'était de là que devait sortir l'argent pour leur transport et leur nourriture. On a dû les convaincre, leur expliquer qu'il ne fallait pas faire comme ça. Et en effet, on est arrivés à les convaincre, on est arrivés à un accord et les dépenses ont été réduites : voilà ce qu'on a fait en tant que Conseil de Bon Gouvernement.

On a demandé de nouveaux projets, et le Conseil a eu une plus grande participation, pas comme dans les projets précédents. Grace aux dépenses qui ont été réduites, on est arrivés à réunir 45 000 pesos en huit mois de travail sur le projet. Peu après on s'est rendu compte qu'il fallait mieux expliquer au peuple en quoi consistait le fond du problème, et à ce moment-là les *compañeros* du CCRI et quelques commissions d'appui ont demandé les factures précédentes pour examiner comment le travail avait été fait.

Et voilà comment, pendant des années, le projet n'a pas été développé de façon formelle. Mais maintenant, on est en train d'y voir un peu plus clair dans les comptes, il y a des équipes de noyau de résistance qui sont des commissions d'appui : ce sont ces commissions qui examinent la façon dont est géré l'argent des projets de notre zone. Voilà comment on travaille désormais au *Caracol III*.

On a commis beaucoup d'erreurs, mais maintenant on suit le chemin qu'on vient d'expliquer. Sur ces projets qui sont encouragés par le Conseil, on prélève 10% pour constituer un fonds. L'accord qui a été pris, c'est d'investir ce pourcentage dans quelque chose, parce qu'on s'est dit qu'un jour on ne va plus recevoir de projets et que s'il n'y a plus de quoi acheter à manger, ce serait une véritable honte de demander au peuple sans avoir rien fait.



On s'est dit qu'il valait mieux mettre de côté une partie de l'argent qu'on aurait réuni, ou bien prélever 10% sur les projets, pour remettre cette somme aux communes afin qu'elles la fassent travailler ; si un beau jour le Conseil de Bon Gouvernement vient à manquer d'argent pour continuer à fonctionner ou pour faire les commissions, il n'aura pas honte de devoir demander aux communes de vendre leur bétail parce que le Conseil a besoin d'argent : il n'aura pas honte de le faire, parce qu'auparavant il leur aura remis cet argent pour qu'elles travaillent et qu'elles le fassent fructifier.

Eh bien, c'est justement ce qu'a fait le Conseil de Bon Gouvernement du *Caracol III*, et en ce moment il est en train d'encourager le travail de formation en agroécologie, qui nous est apparu comme une nécessité, parce qu'avec tous les travaux de bétail qu'il y a dans chaque commune et dans l'ensemble de la zone, il est fréquent que nos bêtes meurent parce qu'on ne sait pas s'occuper d'elles, on ne sait pas les soigner. Parfois elles tombent malades, et quand on n'a pas les connaissances nécessaires on perd tout son argent. Beaucoup de nos bêtes sont mortes comme ça, et c'est pour cela que le Conseil a cherché un projet de formation des promoteurs pour qu'ils apprennent à s'occuper des bêtes ou à les soigner.

On a pensé aussi à un projet qui préparerait les *compañeros* à s'occuper du bétail sur des petites parcelles, parce que s'agissant de bovins on a besoin de grandes étendues de terres ou de pâturages pour les élever : quand il est question de cent têtes de bétail, il faut disposer de beaucoup de terres. C'est pour ça que le Conseil a pensé qu'il serait bon de former quelqu'un pour qu'il sache comment élever le bétail sur des parcelles de petites dimensions.

Un autre travail que le Conseil de Bon Gouvernement a encouragé au *Caracol III*, c'est la tentative de création d'une banque nommée BAZ (Banque Autonome Zapatiste) à partir d'un investissement de 150 000 pesos. L'argent que nous avons investi dans cette banque, nous l'avons investi dans le but de pouvoir aider les *compañeros*, de leur accorder des prêts. En cas de maladie, on leur prend 2% d'intérêt.

Même si on ne veut pas le dire, au cas où le *compañero* malade ne guérit pas ou vient à mourir, on a décidé dans l'assemblée que la banque se contenterait de réclamer la moitié du prêt : si celui-ci a été de 3 000 pesos, il suffira d'en rembourser 1 500, la banque perdant les 1 500 pesos restants. Il n'y aura pas d'intérêt à verser non plus si, par malheur, le *compañero* ou la *compañera* viennent à mourir.

Il y a eu deux accords : le premier est celui-ci, concernant la santé ; le deuxième est celui des prêts pour des motifs autres que la santé : par exemple, si tu veux acheter un mouton ou une vache, tu ne pourras pas le faire si tu n'as que 2 000 pesos ; alors, ils ont décidé d'accorder un prêt de 5 000 pesos à un *compañero* qui est dans ce cas, à un taux d'intérêt de 5% parce qu'il va faire un petit bénéfice ou qu'il investit cet argent dans l'achat de marchandises, tout dépend de ce qu'il peut faire.

Voilà ce qui a été décidé. Ça, c'est ce qui s'est fait en 2009, quand le Conseil de Bon Gouvernement a passé cet accord avec tous les villages. Malheureusement, aujourd'hui la banque est au bord de la faillite, parce que jusqu'à présent seul 50% des prêts ont été remboursés. La plupart des gens ont oublié qu'ils ont demandé un prêt et ont oublié qu'il y a des intérêts à payer.

Nous, on pensait que grâce à la banque on pourrait aider les gens à résoudre tous leurs problèmes : en cas de maladie ou en cas d'un besoin quelconque, on pourrait aider n'importe quel *compañero*. Voilà plus ou moins comment on a fait le travail de l'autonomie, on n'arrête pas de se demander comment améliorer notre façon de construire l'autonomie.

Travaux collectifs

Felipe (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Manuel)

Un des travaux collectifs qu'on a engagé dans notre Caracol, c'est la culture du maïs : chaque commune doit faire un collectif de maïs sur son territoire, parce qu'on n'a pas un terrain spécial pour le Caracol.

L'accord qu'on a pris de faire le travail collectif de la culture du maïs, c'est que chaque collectif doit travailler dans sa commune ; alors, la commune se met d'accord avec la base pour déterminer dans quel endroit on fera le collectif et ce qu'on fera avec le maïs qu'on aura récolté ; cette année, par exemple, il a servi à aider les *compañeras* qui ont perdu leurs *compañeros* pendant les combats de 1994. On a fait aussi un collectif de haricots et on a un collectif de bétail au niveau de la zone.

Le Conseil de Bon Gouvernement a convoqué une réunion extraordinaire pour voir dans quels travaux il va investir le peu d'argent qu'il a réuni grâce aux 10% de l'aide fraternelle. Un des accords que nous avons pris est de faire le travail du bétail, par exemple l'élevage ou l'entretien de jeunes taureaux, parce qu'on s'est rendu compte que c'est ce qui rapporte le plus en un minimum de temps ; mais la zone n'a pas de terrain pour y mettre ces animaux, alors on a décidé d'envoyer l'argent aux communes pour qu'elles fassent ce travail sur place.

La commune désigne ses commissions, qui se chargeront d'acheter les bêtes ; en même temps, elle désigne d'autres commissions qui se chargeront de s'occuper des bêtes, parce qu'il faut bien s'en occuper. Par exemple, si les pâturages sont envahis par les broussailles, la commission avertit les conseils, et alors les conseils envoient les *compañeros* pour qu'ils aillent débroussailler les pâturages, et en même temps ce sont eux qui s'occupent des bêtes. Les bénéfices seront versés au *Caracol* ou à la zone.

On a aussi un magasin-coopérative, où ce sont les membres eux-mêmes du Conseil de Bon Gouvernement et de la Commission d'Information qui se chargent de vendre le produit qu'ils ont ; les bénéfices du magasin ont été remis eux aussi aux communes pour qu'elles les investissent dans d'autres travaux.

Les travaux collectifs ont été encouragés au cours des réunions de zone. Les membres du Conseil de Bon Gouvernement expliquent l'importance des travaux collectifs aux conseillers et aux autorités de chaque commune présents à cette réunion. Chaque commune ou chaque village décide quel travail collectif il va faire, autrement dit quel genre de travail il va effectuer. Les communes ont des travaux collectifs de maïs, un collectif de haricots, un collectif de bétail et des collectifs de magasin.

Voilà ce que font les *compañeros* de chaque village, à eux aussi on leur a dit qu'il fallait toujours faire les collectifs de travail. Les *compañeros* des villages ont des collectifs : il y en a qui font aussi un peu de bétail, de maïs, d'autres sèment des haricots, et les *compañeras* elles aussi ont leurs collectifs de travail.

Beaucoup de villages ont aussi un peu de bétail ; les *compañeras* elles aussi ont des collectifs où elles cultivent les bananes, la canne à sucre, et elles ont des collectifs de poulets. Ces collectifs se font toujours à l'initiative de nos autorités, du CCRI, des conseils autonomes de chaque commune et des membres du Conseil de Bon Gouvernement : ce sont eux qui sont à l'origine d'une partie de ces collectifs de travail.



Dans le cas de la commune de San Manuel, avant la formation du Conseil de Bon Gouvernement on avait un collectif de bétail. Ce collectif de bétail marchait bien, parce qu'on avait commencé avec 30 bêtes et à un certain moment on est arrivés à en avoir 120. Mais on connaît parfaitement la stratégie du mauvais gouvernement qui n'a jamais arrêté de nous faire chier : là-bas, dans notre commune, il a organisé un groupe d'organisations qu'il a bien en main et ils ont envahi une partie des terres qu'on avait récupérées.

Pour qu'ils ne puissent pas nous envahir, nous allons intervenir en tant que commune, cette fois avec un grand nombre de *compañeros*. C'est à cette époque-là que notre collectif de bétail a beaucoup baissé, parce qu'il nous fallait mobiliser de 100 à 150 *compañeros* tous les cinq jours. Et pendant un an on a dû défendre la terre où les *compañeros* avaient pris position, pour ne pas être envahis de nouveau : là, ce travail du bétail a beaucoup baissé.

Cornelio (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ Francisco Gomez)

Dans la commune de Francisco Gómez, c'est en 1998 qu'on a lancé le travail d'une coopérative qui s'appelle Smaliyel. Chaque coopérateur apportait dix kilos de café. Voilà comment marchait ce travail. Mais les *compañeros* bases se sont rendu compte que ça ne fonctionnait pas bien à cause d'une mauvaise gestion.

En 2007 ou en 2008, on a organisé une assemblée pour discuter du fonctionnement de cette coopérative. On s'est rendu compte qu'il n'y avait pas de progrès, et alors on a décidé de se répartir ce qu'il restait d'argent liquide. On l'a réparti à tous ceux qui avaient apporté leur contribution de dix kilos de café. Il est encore resté une somme de 40 000 pesos, et dans une assemblée régionale on a de nouveau discuté pour savoir comment on allait les placer.

En 2008 on s'est demandé ce qu'on allait en faire. On a pris un autre accord : cette coopérative de Smaliyel continuerait à fonctionner, mais avec de nouvelles autorités, avec un autre type de gestion ; on a donc cherché d'autres personnes pour l'administrer. Mais ça s'est fait quand il était déjà très tard, quand les récoltes étaient presque terminées.

Ces 40 000 pesos, on les a investis. Et grâce aux *compañeros* du *Caracol* de Morelia, on nous a avancé environ 2 000 kilos de café, et comme ça on a continué à travailler, ce qui nous a permis de faire à nouveau quelques progrès de 2008 à 2010, quand on a nommé de nouvelles autorités.

Pendant tout le temps qu'on est restés là en tant que conseillers, on s'est rendu compte qu'on était en train de faire des progrès : des 40 000 pesos qu'il y avait au départ, on est arrivés jusqu'à 600 000. En ce moment on attend que les administrateurs, ceux qui sont maintenant en train de travailler, fassent à nouveau un rapport sur la marche des affaires. C'est comme ça que la coopérative a fonctionné pendant ma période de travail, grâce à l'appui de quelques *compañeros* de Mexico, de cet espace que nous avons à l'Universidad Autónoma.

Justice

Pedro Marín (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ Francisco Gómez)

L'autre type de justice que le Conseil de Bon Gouvernement et les conseils autonomes sont en train de mettre en place, c'est que, par exemple, si une bête a été volée, ou n'importe quoi d'autre, on fait une enquête et quand on met la main sur la personne qui a volé la bête on l'oblige à la rendre à son propriétaire et à lui demander pardon. La fois suivante, s'il recommence, il sera sanctionné. Voilà l'autre type de justice que le Conseil de Bon Gouvernement est en train de promouvoir.

Dans les questions de justice aussi il y a parfois des problèmes légaux. Parfois, il y a des *compañeros* qui sont arrêtés. Par exemple, il y a eu un problème de fraude pour 7 000 pesos ; un *compañero* a été arrêté et une fois en prison, on l'accusé d'un autre délit : il a été accusé de s'être emparé de 24 hectares de terre. Le *compañero* accusé de fraude est de la commune de Francisco Gómez, au *Caracol* de La Garrucha. Il a été accusé à cause de son nom de famille qui est le même que celui d'un autre *compañero* , c'est pour ça qu'il y avait une autre accusation contre lui. Celui qui était accusé de s'être emparé de terres, c'est une autre personne qui porte presque le même nom : c'est une simple confusion au niveau du nom de famille. Mais comme le *compañero* était arrêté, on l'a accusé de spoliation, et celui qui est accusé de spoliation n'a pas droit à la liberté sous caution.

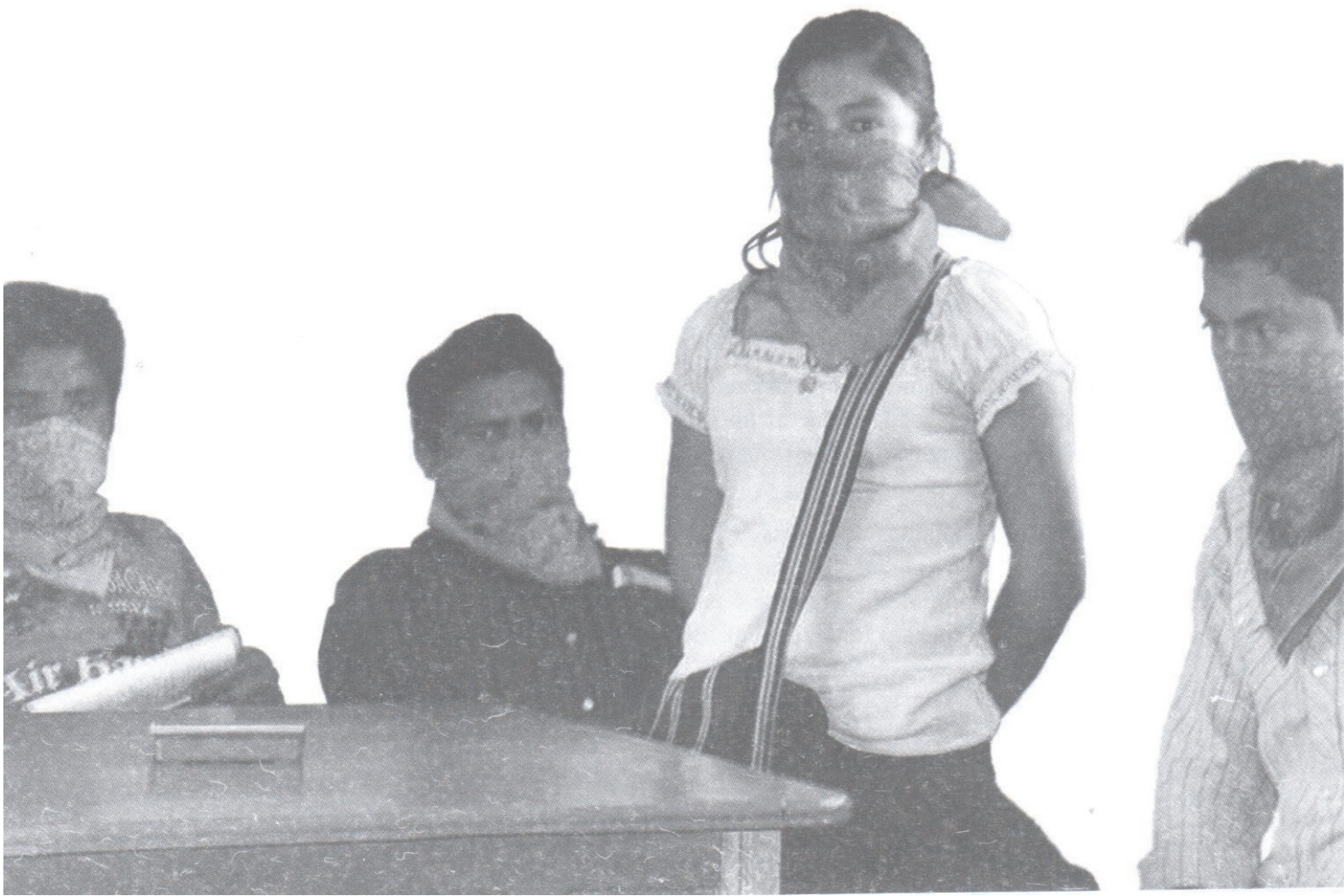
Nous, on a fait une enquête pour remonter jusqu'à cet autre *compañero* qui porte presque le même nom que notre *compañero* qui était arrêté : cet autre *compa* appartient à la commune « 17 de Noviembre », du *Caracol* IV. Et alors, le Conseil de Bon Gouvernement de La Garrucha va voir le Conseil de Bon Gouvernement de Morelia pour essayer de trouver une solution à cette affaire. Quand il y a un problème d'un *caracol* à un autre, nous parlons entre nous, d'un Conseil de Bon Gouvernement à l'autre : c'est ce qu'on a fait dans le cas de ce *compañero* qui avait été arrêté. On a rédigé une lettre signée par les deux *caracoles*, disant que le *compañero* de notre *caracol* en prison n'était pas celui qui était accusé de spoliation. Mais on ne pouvait pas dire qui était l'autre *compa*, parce qu'il s'agit aussi d'un *compañero* qui est base d'appui et qui est de la commune « 17 de Noviembre ». Les deux Conseils ont donc travaillé sur ce problème, alors que le mauvais gouvernement n'a jamais résolu ce problème.

Caracol IV

Tourbillon de nos paroles

(Torbellino de nuestras palabras)

Morelia



Éducation et santé autonome

Gerónimo (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ Lucio Cabañas)

Nous, en tant que Conseil de Bon Gouvernement, nous travaillons davantage au niveau de l'éducation, de la santé et de la production ; notre activité principale, c'est d'élaborer des projets. L'éducation, on a travaillé dessus dès 1996 et 1997 ; c'était déjà en marche dans les communes, mais le niveau de développement n'était pas partout le même : il y avait des communes qui étaient en train d'avancer et il y en avait d'autres qui n'y arrivaient pas encore.

C'est le 30 septembre 1999 que nous avons déclaré notre éducation autonome dans la zone. Je me rappelle que les autorités nous informaient de ce qui était en train de se passer, que les *compañeros* avaient eu beaucoup à travailler, qu'ils avaient dû débattre pendant toute une semaine pour savoir quelles matières enseigner aux enfants. Il y a eu de longues discussions. Et finalement, c'est le 30 septembre 1999 que l'éducation autonome a été formellement décrétée.

À partir de là, pratiquement tous les enfants ont commencé à étudier dans leurs villages, certains villages avaient déjà leurs promoteurs d'éducation – ou leurs éducateurs, comme on les appelle. Les promoteurs d'éducation sont des personnes simples, ce ne sont pas des maîtres d'école : ce sont des jeunes qui savent lire et écrire, et c'est en cela qu'ils nous ont aidés.

L'idée, ce n'est pas que les promoteurs soient capables d'assurer toutes les matières ; l'idée qu'on a eue, c'est qu'ils sachent au moins lire et écrire. Mais quand l'éducation autonome a été formellement décrétée, on a discuté des matières qui y seraient enseignées. À cette époque-là il n'y avait pas beaucoup de matières, seulement trois ou quatre : mathématiques, lecto-écriture, histoire, histoire de notre organisation.

En 2003, quand sont nés les Conseils de Bon Gouvernement, c'est nous, les membres du Conseil, qui avons été chargés d'élaborer les projets. On a convoqué tous les *compañeros*, toutes les bases de chaque commune, pour discuter et déterminer quels étaient les besoins les plus importants.

Dans ce cas, une fois constitué le Conseil, on a formé la structure de l'éducation, on a nommé les commissions de zone ; les commissions de zone d'éducation ont commencé à fonctionner, on a nommé aussi les commissions municipales, et après les comités d'éducation dans les villages.

Puis tous ensemble, on s'est mis à discuter pour savoir quel était le besoin le plus urgent : on a considéré que c'était de construire des écoles. Alors, ce qu'on a fait, ça a été d'élaborer le projet avec les commissions et le Conseil de Bon Gouvernement. On a travaillé sur différents projets, puis on s'est mis à construire des écoles dans les villages et les communes.

Mais en plus de ça, on a travaillé au niveau de la formation à donner aux promoteurs d'éducation, parce que là-bas tout le monde ne sait pas tout : il y a des gens qui ne savent pas, mais il suffit qu'ils sachent un tout petit peu de quelque chose pour qu'ils veuillent encadrer les enfants. Alors, pour que les promoteurs soient capables de bien enseigner à nos enfants, on s'est efforcés de leur donner la formation nécessaire. On s'est donc chargés de leur formation, pour que les enfants reçoivent tous le même enseignement.

Un peu plus tard, on a créé un autre niveau d'études. Comment est-ce qu'on a fait ? Eh bien, ceux qui avaient terminé l'école primaire, où nous, on a trois niveaux, celui qui termine le troisième niveau et sait donc lire et écrire, on a considéré que ces élèves, il fallait les emmener ailleurs pour qu'au moins ils apprennent quelque chose.

Reprenant une idée des commissions et du Conseil de Bon Gouvernement, on a créé un autre niveau scolaire. Cette école, qu'on a appelée « Tissons la sagesse maya », a fonctionné à Moisés Gandhi, dans la commune de Che Guevara. Nous croyons que c'est une école d'un niveau un peu plus élevé. Ça a représenté une année d'études intenses, parce que les élèves sont allés vivre là-bas, les bases d'appui devaient aller prêter leurs services là-bas, pour préparer à manger aux élèves. C'est comme ça que l'éducation a progressé peu à peu, et à la fin de cette année-là ces élèves qui avaient fréquenté cette école qui, à notre avis, à un niveau plus élevé, sont retournés dans leurs villages.

Une fois de retour dans leur village, ces élèves sont chargés d'une autre fonction : un autre espace s'ouvre alors à l'intérieur de la commune, un autre espace d'éducation. À cette époque-là on l'appelait « école de mise à niveau », et les élèves se concentrent alors dans la commune. Le premier degré d'études, on dit que c'est l'enseignement primaire, qui comprend le premier, le deuxième et le troisième niveaux.

Ensuite, on a ouvert un autre degré d'études, appelé « mise à niveau des connaissances », où sont allés travailler ceux qui étaient sortis de l'école de la zone. Voilà comment se sont produits les changements en matière d'éducation. Maintenant, il y a dans chaque commune les écoles secondaires.

En ce qui concerne la santé, ça faisait beaucoup plus longtemps qu'on travaillait là-dessus. Certains en avaient quelques notions. Ce qu'on a fait, ça a été que les *compañeros* qui avaient des notions de santé ont fait démarrer ce travail dans leur village, et de là on l'a mis en route dans les communes. La date à laquelle ça a commencé dépend de chaque village, mais ça a été avant 1994. Après 1994, on s'est mis à s'organiser : ceux qui savaient ont appris aux autres comment faire face à n'importe quelle maladie.

Plus tard, on a construit quelques petites maisons de santé, on travaillait déjà en coordination avec les conseils. On a construit les maisons et en 2003, quand on a ouvert les *caracoles*, on a commencé à travailler sur l'infrastructure, parce qu'à cette date-là on s'arrangeait comme on pouvait pour faire une petite maison : on la construisait même en paille, en coupant de l'herbe pour la mettre sur le toit.

Quand le Conseil de Bon Gouvernement a commencé à fonctionner, on s'est mis à améliorer les maisons de santé dans les villages, et ensuite on en a construit aussi dans les communes, en travaillant sur des projets. On a fait quelques constructions, on a introduit des équipements, on a formé les gens, et actuellement c'est comme ça qu'on est en train de travailler dans le domaine de la santé.

Revenus et dons qui parviennent au Conseil de Bon Gouvernement

Jacobo (Ex-membre du Conseil Autonome)

En plus des revenus provenant de la vente de bois, de sable ou de gravier et des entrées aux centres touristiques, on a encore d'autres revenus. Par exemple, si une communauté priiste ouvre un chemin ou introduit l'électricité, on lui fait payer un pourcentage et cet argent-là va au Conseil de Bon Gouvernement. Mais le Conseil de Bon Gouvernement a également pour fonction d'encourager les travaux, pour mettre à profit ces revenus qu'il encaisse. Les propositions sont soumises aux communautés, on fait une coordination aux trois niveaux de gouvernement (local, municipal et Conseil de Bon Gouvernement) pour décider à quoi cet argent va être destiné.

Le Conseil de Bon Gouvernement convoque une assemblée de commissaires, d'agents et de conseillers, hommes et femmes, pour les informer de l'existence d'une certaine somme qui peut être utilisée pour un projet. Comme on a la représentation des communes et des communautés, on leur demande de consulter les *compañeros* et les *compañeras* pour savoir quels besoins ils ont et ce qu'on va en faire. Chaque commune fait une proposition différente, et celle-ci doit être respectée. Le Conseil de Bon Gouvernement doit respecter l'usage qui est proposé pour cet argent.

La commune la plus grande est peut-être celle qui s'appelle « 17 de Noviembre » ; la plupart de ses communautés sont des nouveaux centres de peuplement. Cette commune a bien profité des revenus qui sont arrivés : elle a un magasin-coopérative dans la commune officielle qui est Altamirano, elle a un collectif de bétail et, en plus, elle a aussi des travaux d'éducation et de santé.

Pour ne pas perdre ces revenus qui lui arrivent, la zone a aussi un magasin-coopérative à Cuxuljà. On a un collectif de bétail au niveau de la zone, sur un terrain récupéré que les gens de CIOAC voulaient envahir, qui se trouve à Campo Alegre et qui a été mis à profit grâce aux efforts de tous les *compañeros* de la zone : on l'a clôturé, on a fait le travail et on y a mis du bétail.

Comment est-ce qu'on fait marcher les coopératives, par exemple à Cuxuljà ? D'où est-ce qu'on sort les bases d'appui ? Ce qu'on fait, c'est que comme chaque commune a des régions et comme les communes nous disent combien de personnes doivent aller vendre pendant un mois au magasin, la commune doit voir combien de régions elle a et trouver là-bas les personnes pour s'occuper du magasin. Cette personne ne va pas gagner son argent là-bas, chaque commune organise la façon dont on va aider ceux qui vont vendre dans ce magasin-coopérative. Il y a une équipe d'administrateurs, et c'est cette équipe qui se charge d'acheter les marchandises, de calculer à quel prix on va les vendre, de faire les compte tous les quinze jours ou tous les mois, pour savoir combien le magasin-coopérative est en train de gagner.

Même chose pour l'élevage du bétail : il y a une équipe de *compañeros* administrateurs qui s'occupent de voir s'il faut vacciner, déparasiter, s'il faut faire le pâturage ou les différents travaux qu'implique l'élevage. Les *compañeros* de cette commission ne gagnent pas d'argent eux non plus : c'est un service volontaire, un service de conscience. C'est la commune, la région et le village qui doivent se charger de voir comment il faut faire les travaux.

Avant, il y avait des revenus aux trois niveaux de gouvernement – par exemple, si on vendait un peu de bois. Mais la zone est grande, et parfois il y avait un pourcentage de la commune, du village et du Conseil de Bon Gouvernement. On s'est rendu compte que cet argent ne profitait pas à tous : il allait seulement au village où on faisait le travail, à la commune et à la zone, mais il y avait beaucoup de communautés qui ne recevaient rien. C'est pour ça que maintenant tous les revenus vont directement au Conseil de Bon Gouvernement, on ne les partage plus entre les communautés ou la commune.

Si on vend du sable ou du gravier, l'argent va directement au Conseil de Bon Gouvernement et les bénéficiaires profitent à l'ensemble de la zone, aux trois communes et à leurs communautés : même si ce n'est pas beaucoup, ça leur arrive directement. Chaque commune ou chaque région qui reçoit cette petite somme se met d'accord pour décider si elle va faire un travail de bétail local, si elle fait un travail collectif de maïs, par exemple, de haricots ou de café. On voit aussi s'il y a un groupe de *compañeras* qui doivent faire leur collectif, parce qu'il y a aussi des communautés, justement dans les nouveaux centres de peuplement, où les *compañeras* ont leurs propres travaux : boulangerie, poulets, légumes, mais aussi maïs.

La fonction du gouvernement autonome et du Conseil de Bon Gouvernement est de s'assurer que les revenus qui ont été remis aux communes servent effectivement à développer le travail, que le travail est fait et qu'il rapporte quelques bénéficiaires. Parce que s'il arrive une somme d'argent, ça ne sert à rien qu'on dépense tout et qu'il ne reste rien : on ne sait pas où l'argent est passé, ça ne sert à rien, on n'en profite pas. Ce qu'on veut, c'est que le travail qu'on fait serve à quelque chose.

Omar (Ex-délégué du Conseil de Bon Gouvernement. Région Che Guevara)

Les dons qui parviennent au Conseil de Bon Gouvernement, ainsi que les pourcentages qu'on fait payer aux gens des partis pour réaliser leurs projets, le Conseil de Bon Gouvernement les répartit aux communes en fonction du pourcentage ou du nombre de coopérateurs de chaque commune, et le conseil municipal doit le destiner à différents travaux, conformément aux accords pris au niveau municipal. Ce n'est pas le conseil municipal qui va faire ses propres propositions, mais l'assemblée générale de la commune qui doit déterminer comment va être utilisé l'argent qui a été reçu.

En 2009, on a eu l'idée, avec tous les autres *compañeros*, de créer une BAZ (Banque Autonome Zapatiste) au sein du *Caracol*. On a sorti 100 000 pesos du magasin Arcoiris, 26 000 du fonds appartenant au village et 20 000 des deux centres touristiques. Avec cette somme totale de 146 000 pesos, on a monté la BAZ pour répondre aux besoins des *compañeros* malades de la zone qui n'ont pas d'argent, qui ne sont pas en état de subvenir à leurs besoins quand ils doivent aller chercher ailleurs leurs médicaments.

Cette idée nous est venue parce que les *compañeros* vont demander un prêt ; il y a certains *compañeros* qui prêtent de l'argent, mais l'intérêt est de 10, 15 ou 20% : c'est beaucoup. C'est face à ce besoin qu'est née la BAZ, pour qu'on puisse leur faire un prêt, en tant que *compañeros* que nous sommes, en mettant à profit ce petit fonds de nos investissements. Selon l'accord qui a été pris, le taux d'intérêt à demander est de 2% si le prêt est destiné à un malade, et il doit être remboursé en trois mois. S'il est destiné à monter une petite affaire, le taux est de 3% ; dans ce cas, le maximum qu'on peut prêter est de 5 000 pesos ; si c'est pour une maladie, ça va de 3 000 à 5 000 pesos, en fonction des besoins.

Mais on a eu un problème avec les conditions qui sont exigées pour accorder le prêt. De n'importe quelle communauté qu'il vienne, le *compañero* doit demander un papier, une attestation, disant qu'il a besoin qu'on lui prête de l'argent, soit à cause d'une maladie, soit pour monter une affaire. Si c'est à cause d'une maladie, il doit présenter une carte de soins médicaux, délivrée soit par la clinique autonome, soit par l'hôpital où il se fait soigner. S'il n'a pas cette carte, il doit demander une attestation à l'agent ou au commissaire de son ejido ou de son village, pour que le prêt lui soit accordé. Mais si c'est pour monter une affaire, l'agent et le commissaire doivent donner leur signature, de même que le conseil municipal.

Mais il y a eu des filous qui non seulement ont été voir les autorités pour leur demander de leur faire la petite faveur de signer l'autorisation, mais qui, une fois obtenue la signature, ont augmenté la somme d'un chiffre. Par exemple, si le *compañero* demande 3 000 pesos, il rajoute un « un » pour que ça fasse 13 000 pesos. Figurez-vous les filous auxquels on a affaire ! Et pourtant, il y a des *compañeros* qui ont commis cette erreur. C'est pour ça qu'on s'est vus dans l'obligation de modifier tout ça. Maintenant, parmi les conditions qui sont exigées au *compañero* figure l'obligation pour lui de passer par toute une série d'autorités, depuis celles du village jusqu'au Conseil de Bon Gouvernement. Cela, ça veut dire qu'il doit commencer par obtenir l'autorisation de l'agent et du commissaire ; mais ceux-ci doivent s'assurer que le *compañero* qui demande le prêt a de quoi répondre : des caféiers, un animal, ou n'importe quoi d'autre qui puisse servir de caution. Si on a cette assurance, on lui accorde le prêt. Sinon, on lui dit : « Désolés », parce qu'à cause de cette erreur qui s'est produite, on ne fait plus confiance à personne.

C'est comme ça qu'est née la BAZ, qui est aussi un projet pour faire face aux cas d'urgence. Par exemple, en 2010, à la fin de 2009 et au milieu de 2010, il y a eu des pluies plus fortes que d'habitude et les eaux ont emporté les maisons des *compañeros*, leurs bêtes, leurs récoltes. Certains ont tout perdu. Comment est-ce qu'ils vont s'en remettre ? Avec quoi est-ce qu'ils vont reconstruire leurs maisons ? C'est pour ça que dans cette BAZ ont été inclus ce qu'on a appelé des cas d'urgence. C'est la solution qu'il a fallu trouver, parce qu'il n'y a pas d'autre façon d'aider les *compañeros* à qui il arrive des choses comme ça. Si c'est à cause du climat ou des pluies, eh bien à plus forte raison le *compañero* a le droit qu'on lui prête de l'argent.

Le Conseil de Bon Gouvernement répartit les dons dans chaque commune. Par exemple, celle de Lucio Cabañas a reçu 68 000 pesos, il y a à peine dix mois. Un accord municipal a été conclu : avec ces 68 000 pesos, ils créeront une BAM (Banque Autonome Municipale) – c'est le nom qu'ils lui ont donné. Ces conseillers municipaux ont l'obligation de rendre compte au Conseil de Bon Gouvernement de ce qui se passe avec cet argent. Ils ne peuvent pas en disposer comme bon leur semble, cet argent doit rapporter des bénéfices. Cet exemple, c'est celui de la commune de Lucio Cabañas, mais c'est la même chose pour les trois communes, qui vont faire différents travaux collectifs, selon les accords qui seront pris.

Cette même commune a reçu 21 000 pesos pour planter des caféiers. Maintenant qu'ils les ont plantés, il s'agit de voir s'ils peuvent continuer à faire marcher ce travail collectif. S'ils peuvent nettoyer leur plantation et arrivent à faire fonctionner leur travail, ça leur rapportera des bénéfices ; sinon, ils devront rendre l'argent, parce qu'il se peut qu'il y ait un certain manque de responsabilité. Voilà le type d'accords qu'on est en train de prendre, et c'est pour ça que chaque commune prend ses propres accords pour déterminer où et comment faire les travaux collectifs.

Caracol V

Qui parle pour tous

(Que habla para todos)

Roberto Barrios



Travaux du Conseil de Bon Gouvernement

Edgar (Délégué du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ Benito Juárez)

Quand j'étais au Conseil de Bon Gouvernement, nous avons élaboré des rapports pour informer les *compañeros* de la marche du travail, de la façon dont avait été dépensé l'argent des projets qu'on nous avait fait parvenir. Mais en tant que délégués de ce Conseil, ce n'est pas notre propre voix que nous faisons écouter dans les rapports, c'est à travers les rapports de chaque MAREZ, conformément à ce qui a été dit dans la convention des projets.

Une autre chose que nous faisons, nous les délégués du Conseil de Bon Gouvernement, c'est de délivrer des attestations quand tel ou tel frère ou sœur veut partir en visite, ou veut aller diriger des ateliers dans les communautés. Sans attestation ce n'est pas possible, parce que nous ne savons pas qui peut aller dans les communautés où il y a des *compañeros*.

Avant, on ne faisait pas comme ça. Moi, ça fait trois ans que je suis délégué et c'est au cours de ma période qu'on a commencé à se soucier de faire des attestations. Comme on le sait, avant ça ne se faisait pas : il y avait des frères qui arrivaient comme ça, directement, sans aucune permission du Conseil. Mais ça ne veut pas dire que ça a été une idée à nous. Non, on a parlé d'abord avec les villages pour qu'ils soient au courant, pour qu'ils sachent quand un *compañero* solidaire veut venir nous rendre visite ; comme ça, le village est au courant et le frère doit emmener son attestation.

Nous faisons aussi des attestations pour nos *compañeros* bases d'appui qui ont des problèmes de santé. Si un *compañero* tombe malade ou est en mauvaise santé, on lui fait une attestation pour lui permettre d'aller à l'hôpital, par exemple à la clinique de San Carlos, à Altamirano, et aussi au SADEC pour voir comment ces *compañeros* peuvent être aidés.

S'ils s'adressent directement aux grands hôpitaux gérés par le gouvernement, comme ceux du Tabasco, tous les médicaments leur reviendront bien plus cher. C'est pour ça que nous sommes en train de nous pencher sur ce problème. Autre chose en ce qui concerne la santé : tous les trois mois, on envoie des vaccins aux communes. On va les chercher au SADEC, et comme ça tous les trois mois les *compañeros* vaccinent les petits garçons et les petites filles.

Dans notre Zone Nord, il y a une coopérative de café. Quand les *compañeros* tiennent leurs réunions, nous, les délégués du Conseil de Bon Gouvernement, nous accompagnons toujours ces *compañeros* pour savoir de quoi il est question, pour savoir quels accords sont pris ou quel travail ils vont faire. Nous accompagnons ces *compañeros* de la coopérative du café, qui ont leurs délégués dans chaque village. Ces délégués participent eux aussi aux réunions pour s'informer et pour qu'ils puissent à leur tour rendre compte des points qui ont été abordés pendant cette réunion de la coopérative.

Il y a cinq communes qui exportent leur café. Ce sont celles d'Acabalná, de Benito Juárez, de La Paz, de La Dignidad et de Rubén Jaramillo. Ce sont ces communes qui exportent leur café, et il y a quatre pays qui leur achètent ce café : l'Italie, l'Allemagne, la France et la Grèce.

Dans la coopérative de café de notre zone, il y a des producteurs et des productrices de café, parce qu'il y a aussi des *compañeras* qui sont productrices. La coopérative travaille sur le mode de l'auto-certification : ça veut dire que cette coopérative ne travaille pas avec Certimex, mais qu'elle se certifie elle-même.

Le conseil d'administration est constitué par une équipe de *compañeros*, et en plus chaque commune a son technicien municipal : il y en a un dans chaque commune, chaque communauté a son technicien local : c'est le nom qui est donné aux promoteurs d'agro-technologie. Ce sont eux qui sont en contact direct avec le peuple, ce sont eux qui voient directement comment est établie l'auto-certification.

L'auto-certification, c'est la façon de travailler de chaque producteur : comment il travaille dans sa plantation, sur sa parcelle, s'il a cessé d'utiliser du Gramoxone, des produits chimiques et toutes sortes de fertilisants. C'est le technicien local qui se charge de vérifier que chaque producteur a bien renoncé à utiliser tous ces produits chimiques ; c'est lui qui connaît directement la parcelle. Comme ça, le technicien local est en contact avec le technicien municipal et c'est comme ça qu'ils travaillent en coordination avec le conseil d'administration, et c'est le conseil d'administration qui présente son rapport au Conseil de Bon Gouvernement. De cette manière, le Conseil de Bon Gouvernement peut avoir confiance que le travail est fait comme il doit être fait.

Les acheteurs des pays où le café est exporté exigent un document dans lequel le Conseil de Bon Gouvernement dit si ce café, si ce produit est organique. Les acheteurs veulent une preuve comme quoi le café est organique. Pendant que tout ce travail est fait, si les acheteurs veulent faire quelque chose ou veulent organiser une réunion, ils doivent toujours s'adresser au Conseil de Bon Gouvernement, les réunions se font de façon coordonnée.

Quand ils font une réunion, le Conseil de Bon Gouvernement doit toujours être présent et s'ils veulent faire une proposition ou prendre un accord, le Conseil de Bon Gouvernement doit être là. Pendant plusieurs années le Conseil de Bon Gouvernement ne pouvait pas garantir, n'avait pas les moyens de savoir si le café était réellement organique, si les *compañeros* ne mentaient pas.

Avant, ce que faisait le Conseil de Bon Gouvernement, c'était d'emmener le café à l'assemblée, comme on sait que l'assemblée est l'autorité suprême, le Conseil ne peut pas la supplanter, ne peut pas prendre par lui-même l'initiative de cautionner ou de cacheter un document : il doit attendre que ce soit le peuple, que ce soit l'assemblée qui le dise. Si l'assemblée ou le peuple dit que oui, alors le Conseil le fait.

Ce que le Conseil de Bon Gouvernement a fait, c'est un échange de visites entre techniciens municipaux : il y a cinq techniciens municipaux pour les cinq communes. Le Conseil a présenté cette proposition devant l'assemblée en lui demandant si c'était bien comme ça pour vérifier qu'on n'utilise pas de produits chimiques. Pour que le Conseil le cautionne, on a fait un échange de visites d'une commune à l'autre, et comme ça on a pu constater que le café est bien organique : ce n'est qu'à ce moment-là que le Conseil de Bon Gouvernement a donné son aval, a rédigé ce document.

Alex (Membre du Conseil de Bon Gouvernement. Région de Jacinto Canek)

En ce qui concerne l'élevage dans notre zone, nous avons un terrain qui a été récupéré par la zone, par les bases d'appui. Sur ce terrain il s'est passé la même chose que dans la localité qui s'appelait auparavant San Patricio, et maintenant Comandante Abel. La même chose s'est passée là-bas, mais le problème a été résolu et les *compañeros* sont restés de nouveau sur place ; mais ce terrain appartient désormais à la zone, et il y a 150 hectares qui appartiennent à la Zone Nord pour faire des travaux collectifs.

On a essayé d'y faire pousser du maïs, mais ça n'a pas marché. Maintenant, on y fait de l'élevage. On a 101 têtes de bétail qu'on engraisse et on a investi au total 700 000 pesos. L'achat du bétail nous est revenu à 513 000 pesos, et si on y ajoute les clôtures et la maçonnerie, on arrive en tout à 700 000 pesos et des poussières.

Celles qui apportent leur travail, ce sont les bases d'appui, les communes. Elles se relaient quand il s'agit de débroussailler les pâturages ; les communes envoient les travailleurs, mais c'est le Conseil de Bon Gouvernement qui les coordonne. C'est lui qui se charge de la coordination, de voir dans quel état sont les pâturages, et qui prend note de tout ce qui manque. Selon un accord qui a été pris dans la réunion de zone, il faut désigner deux *compañeros* pour former une équipe qui s'occupe du bétail : un mois par commune, en changeant d'équipe tous les 23 de chaque mois ; le 23, c'est au tour d'une commune qui sera relayée par l'autre le 23 du mois suivant ; il y a deux *compañeros* par commune.

Ceux qui s'occupent du bétail, ce sont les régionaux, ce sont eux qui doivent se relayer. S'il y a des *compañeros* qui n'y connaissent rien, il faut qu'un régional y aille, accompagné de quelqu'un qui sait s'occuper du bétail. Mais c'est le Conseil de Bon Gouvernement qui contrôle tout ça ; quand les bêtes tombent malades, c'est le Conseil qui doit se charger des médicaments : grâce à l'argent des dons qu'il a reçus, c'est lui qui achète les médicaments, qui achète tout ce qu'il faut ; pour leur part, les responsables du bétail se contentent d'informer de l'état de santé des bêtes.

Le Conseil de Bon Gouvernement doit aller voir, parfois tous les deux ou tous les trois jours, il doit aller voir comment ça se passe : si les membres des commissions municipales s'occupent des bêtes, s'ils font leur travail comme il faut. Voilà comment nous faisons nos travaux collectifs de zone. Ça fait à peine un an qu'on a acheté ce bétail, et à peine onze mois qu'on a mis les bêtes là-bas. On n'a encore rien vendu, on n'a pas encore obtenu de bénéfices. Mais le travail avance.

L'objectif de ce travail, c'est que les dons qui parviennent au Conseil de Bon Gouvernement ne soient pas dépensés à tort et à travers. C'est pour ça qu'on a monté un collectif de zone pour qu'on ait un jour de quoi subsister, sans avoir à attendre que telle ou telle ONG nous donne des projets pour le Conseil de Bon Gouvernement. Le travail de zone a donc commencé.

Glossaire Général

Atole : boisson chaude sucrée à base de farine de maïs très fine diluée puis cuite dans de l'eau.

Bachillerato : correspond à notre baccalauréat et aux études qui y préparent.

BANAMAZ : Banque Autonome des Femmes Zapatistes

BANPAZ : Banque Populaire Autonome Zapatiste.

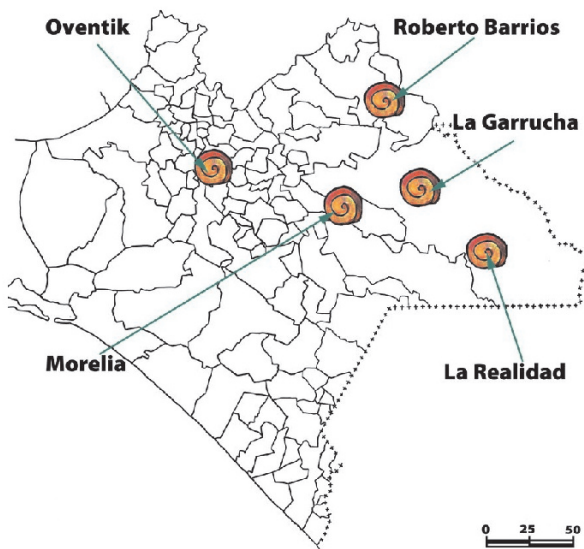
Calhidra : chaux utilisée dans la confection de la pâte des tortillas. Étalée sur le comal pour éviter que les tortillas n'attachent.

Campamentistas : on nomme « campamentistas » les hommes et les femmes extérieurs aux communautés zapatistes, qui viennent dans les campements de solidarité afin d'assurer une présence et témoigner des éventuelles attaques militaires et paramilitaires dont peuvent faire l'objet les communautés zapatistes.

Cantiflas : comique populaire humoristique mexicain de la première moitié du XXème siècle. Ce personnage précaire, hâbleur, au discours sans profondeur, vivant dans les quartiers populaires du Mexique, apparaît souvent en défense de familles nombreuses qui ont du mal à s'en sortir.

Caracoles - escargots : centres politiques et administratifs des cinq régions gérées par les Conseils de Bon Gouvernement Zapatistes. Ils abritent généralement les bureaux des différentes commissions, une clinique, une école, le lieu pour les assemblées, etc. Il y a cinq Caracoles : La Realidad, Oventik, La Garrucha, Morelia et Roberto Barrios, qui couvrent presque la moitié du territoire de l'État du Chiapas. (Forêt frontalière, Hauts Plateaux, Forêt tzeltal, Tzots Choj, Zone Nord).

Localisation des Caracoles / Zones



Caracol I de La Realidad - Mère des Escargots, Mer de nos rêves - Madre de los Caracoles, Mar de nuestros sueños

- **Zone** : Forêt frontalière - *Selva Fronteriza*
- **Conseil de Bon gouvernement** : Vers l'espérance - *Hacia la esperanza*
- **Communes autonomes** : General Emiliano Zapata, San Pedro de Michoacán, Libertad de los Pueblos Mayas et Tierra y Libertad.

Caracol II d'Oventik - Résistance et rébellion pour l'humanité - Resistencia y rebeldía por la humanidad

- **Zone** : Les Hauts Plateaux - *Los Altos*
- **Conseil de Bon Gouvernement** : Cœur Central des Zapatistes devant le Monde - *Corazón Céntrico de los Zapatistas delante del Mundo*
- **Communes autonomes** : San Andrés Sakamchén de los Pobres, San Juan de la Libertad, San Pedro Polhó, Santa Catarina, Magdalena de la Paz, 16 de Febrero et San Juan Apóstol Cancuc.



Caracol III de La Garrucha – Résistance vers une nouvelle aurore - Resistencia hacia un nuevo amanecer

- **Zone** : Forêt tzeltal - *Selva Tzeltal*
- **Conseil de Bon Gouvernement** : Le chemin du Futur - *El Camino del Futuro*
- **Communes autonomes** : Francisco Gómez, San Manuel, Francisco Villa et Ricardo Flores Magón.

Caracol IV de Morelia – Tourbillon de nos paroles - Torbellino de nuestras palabras

- **Zone** : Tzots Choj
- **Conseil de Bon Gouvernement** : Cœur de l'arc-en-ciel de l'espérance - *Corazón del Arcoiris de la Esperanza*
- **Communes autonomes** : Comandanta Ramona, Lucio Cabañas et 17 de noviembre.

Caracol V de Roberto Barrios - Qui parle pour tous - Que habla para todos

- **Zone** : Nord - *Zona Norte*
- **Conseil de Bon Gouvernement** : Nouvelle semence qui va produire - Nueva Semilla que va a Producir
- **Communes autonomes** : Vicente Guerrero, El Trabajo, Acabalná, Dignidad, La paz, Benito Juárez, Francisco Villa, Rubén Jaramillo et Campesino.

CCRI : Comité clandestin révolutionnaire indigène formé par cinq représentations des langues indigènes parlées dans chacun des cinq Caracoles qui leur correspondent, c'est l'instance politique des commandants et commandantes.

CELMRAZ : Centre d'Espagnol et de Langues Mayas Rebelle Autonome Zapatiste.

CG-CCRI de l'EZLN : Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène – Commandement Général de l'EZLN.

Chaquiste : sorte de moucheron transparents ou de moustiques minuscules apparaissant principalement au lever et au coucher du soleil. Très nombreux au Chiapas surtout pendant la saison des pluies.

Chaya : plante aux larges feuilles considérée comme une plante miracle pour ses vertus, du fait notamment de sa richesse en calcium et en potassium. Ses feuilles s'utilisent un peu comme celles des épinards.

Chayotte : christophine ou chouchou. Plante potagère de la famille des courges. Elle s'utilise de la même manière que la courgette (bouillons, légumes à la vapeur, farcie, etc.) ou crue et râpée.

CIOAC-H : Centrale Indépendante des Ouvriers Agricoles et des Paysans Historique. Cette organisation est connue pour ses multiples relations avec l'État mexicain et les partis politiques.

COBACH : Colegios de Bachilleres de Chiapas. Système gouvernemental d'éducation qui fait référence aux lycées de l'État du Chiapas.

Colonias : nom donné aux quartiers.

Comal : plaque de métal ou de fonte (à l'origine en terre cuite) placée directement sur les braises du foyer - ou sur la cuisinière - pour cuire les galettes de maïs (*tortillas*). Ustensile de cuisine de base.

Compañeros et Compañeras : ce terme, utilisé par les zapatistes pour désigner ou interpellé un membre de l'organisation, est également partout en usage au Mexique pour désigner des personnes avec lesquelles on entretient un lien privilégié souvent lié aux luttes, au travail, à la solidarité, etc. En France, il recouvre le terme « camarade ».

Compas : abréviation de *compañeros* et *compañeras*

Conseils de Bon Gouvernement - Juntas de Buen Gobierno, JBG : ce sont les instances qui animent la vie des Caracoles depuis 2003.

Coyotes : terme utilisé pour désigner les intermédiaires dans tous types de transactions ou opérations financières. Les coyotes sont ceux qui achètent les récoltes et fixent les prix des marchés comme ceux du café, soumettant les paysans à leur bon vouloir. Le coyote renvoie en effet à l'animal portant ce même nom qui a la réputation de voler les volailles dans les fermes.

Ejido : Un *ejido* désigne une propriété collective attribuée à un groupe de paysans pour y effectuer des travaux agricoles. Les terres y sont exploitées en commun. Par extension le terme *ejido* désigne un « village » ou plutôt un regroupement d'habitations et de familles ainsi que les terres nécessaires à leur survie.

Enlace Civil : Le travail d'Enlace Civil est d'accompagner et promouvoir les projets répondant aux nécessités expresses des communautés et décidés par elles et elles seules.

ESRAZ-LN-ZACH : École Secondaire Rebelle Autonome Zapatiste de Libération Nationale de la zone des Los Altos du Chiapas.

EZLN - Ejército Zapatista de Liberación Nacional : Armée Zapatiste de Libération Nationale.

IMSS : Institut Mexicain de Sécurité Sociale, une institution du gouvernement fédéral dédiée au service de santé et de sécurité sociale des personnes qui y ont une affiliation.

MAREZ - Municipios Autonomos Rebeldes Zapatistas : Communes Autonomes Rebelles Zapatistes.

Marimba : marimbaphone, instrument de percussion qui se joue avec deux, parfois trois bâtons dans chaque main, qui serait un mélange du balafon africain et d'instruments précolombiens. Cet instrument est originaire des États du Chiapas et d'Oaxaca.

Milpa : terrain agricole pour la culture du maïs principalement mais aussi des haricots, généralement situé à l'extérieur du village et à flanc de montagne.

Moulins jarochos : le texte fait référence aux moulins à canne à sucre en provenance de l'État mexicain de Veracruz, faits en métal et plus sophistiqués et coûteux que dans d'autres États comme celui du Chiapas.

Nahual : la force ou l'esprit qui accompagne les personnes (c'est-à-dire un totem, un esprit gardien). Il peut être représenté par un animal, une fleur, un oiseau, etc.

ORCAO : Organisation Régionale de Caféculteurs d'Ocosingo, créée dans le cadre de la guerre dite de basse intensité menée dès le début par le gouvernement contre les zapatistes.

OPDDIC : Organisation pour la Défense des Droits Indigènes et Paysans. Organisation liée au gouvernement et aux partis politiques manipulés dans la guerre de basse intensité contre les zapatistes.

OPORTUNIDADES : un des nombreux programmes gouvernementaux d'assistanat.

ORUGA : Organisation Rurale d'Unions en Gestion d'Associés. Organisation liée au gouvernement et aux partis politiques, manipulée dans la guerre de basse intensité contre les zapatistes.



PAN : Parti Action Nationale.

Pinole : le pinole est une boisson à base de farine de maïs.

Polleros : ils sont surtout connus pour le transport des immigrants clandestins vers les États-Unis contre des sommes exorbitantes, dans des conditions précaires (appelés pour cela « *polleros* » : transporteurs de poulets) .

Pozol : mélange épais à base de maïs et d'eau, c'est une boisson énergétique consommée pour la pause de midi ou après les travaux des champs.

PRD : Parti de la Révolution Démocratique.

PRI : Parti Révolutionnaire Institutionnel.

Priistes, Panistes et Perredistes : Adhérents ou sympathisants des trois principaux partis politiques mexicains PRI, PAN, PRD.

PROCAMPO, PROGRESA, PROCEDE : programmes officiels pour rendre les paysans dépendants de l'aide gouvernementale. Programme pour l'éducation, la santé et l'alimentation (PROGRESA) et Programme pour la mécanisation de la campagne (PROCAMPO)

PROMEDIOS : Projet « médias de communication communautaire ».

RC : Radios Communautaires animées par les promoteurs de communication.

SADEC : Santé et Développement Communautaire.

SEGARPA : sigle du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, du Développement rural, de la Pêche et de l'Alimentation.

Semillita del Sol - Petites graines du Soleil : Projet éducatif des régions autonomes de La Realidad, de Roberto Barrios et de la Garrucha.

SERAZ-LN : Système d'Éducation Rebelle Autonome Zapatiste de Libération Nationale.

Taco, taquito : galette de maïs enroulée et farcie de viande, haricots, pommes de terre... Plat traditionnel mexicain.

Tamales (tamal au singulier) : papillotes faites de feuilles de bananier ou de maïs contenant généralement une pâte à la farine de maïs ou de haricot, où l'on rajoute herbes aromatiques, fruits ou viande, selon les ressources. Ils sont cuits à la vapeur.

Tienda arcoiris : magasin arc-en-ciel, épicerie zapatiste située sur la route d'Ocosingo.

Tortilla : galette de maïs, base traditionnelle de l'alimentation mexicaine. On mélange de la farine de maïs finement moulu avec une cuillerée de chaux, le tout lié avec de l'eau ; on en fait de petites boules de pâte dans les mains, que l'on aplatit avant de les mettre à cuire sur le comal.

Tostada : galette de maïs (*tortilla*) frite ou sèche.

UNAM : Université Nationale Autonome du Mexique.

Yerbamora : morelle noire. En Europe on l'appelle aussi « raisin du loup, myrtille des jardins, crève-chien, tomate du diable ».

Yuca : nom du manioc dans les pays d'Amérique de langue espagnole.

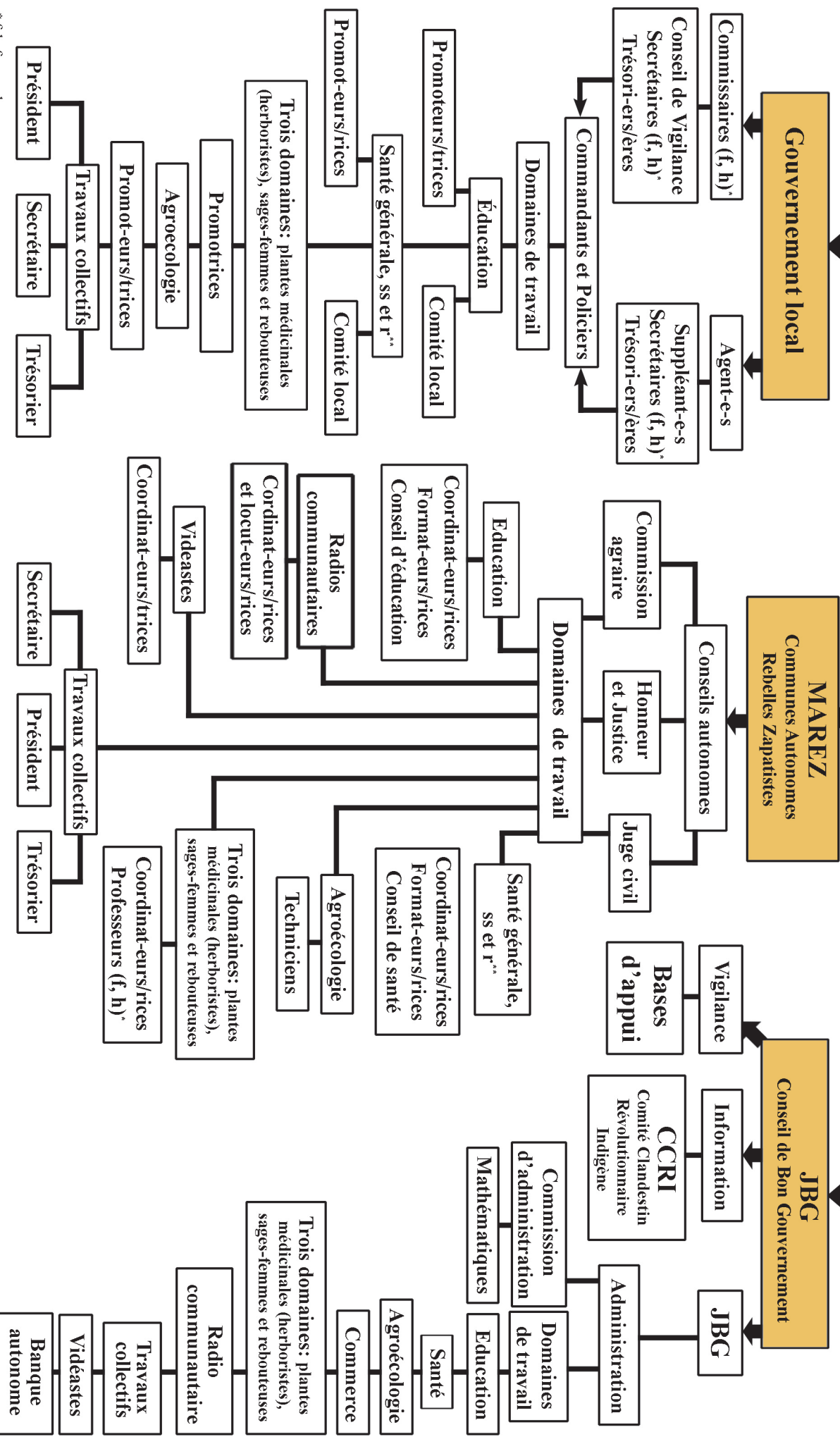
Zedillo Ponce de León (Ernesto) : président de la République Mexicaine de 1994 à 2000. Membre du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel).



STRUCTURE DU GOUVERNEMENT AUTONOME

VILLAGES ZAPATISTES

Les trois niveaux du gouvernement fonctionnent avec les sept principes du « commander en obéissant » : servir et non se servir; représenter et non supplanter; construire et non détruire; obéir et non commander; proposer et non imposer; convaincre et non vaincre; descendre et non monter.



* f, h: femme, homme
**Santé générale, ss et r: Santé générale, santé sexuelle et reproductive

 *Notes*

 *Notes*



